

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS


25 cent. le numéro

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 - Compte de chèques I.1301

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

Sauf avis contraire, donné spécialement pour chaque exception, les caractères employés sont les suivants:

Pour les articles résumés;

Pour les articles cités ou traduits textuellement en tout ou partie.

MAISON CHARRIÈRE

47, Rue des Eaux-Vives, 47

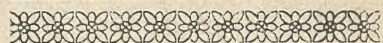
GENÈVE

Tabacs - Cigares
Cigarettes

Spécialité de

Tabacs Hollandais

pour la pipe



Halle aux Meubles

6, Rue de Berne, 6

GENÈVE



Ameublements

Trousseaux complets

Rideaux



A NOS ABONNÉS ET LECTEURS

Nous venons de confier la régie de nos annonces à la plus ancienne maison suisse de publicité, l'**Agence Orell-Füssli & C^{ie}**, fondée en 1765.

Nous espérons pouvoir encore agrandir incessamment le cadre de la **Revue de la Presse**.

Nous remercions dès à présent nos Abonnés et nos Lecteurs pour les précieux encouragements qu'ils nous accordent, nous facilitant ainsi les améliorations que nous nous efforçons d'apporter à l'œuvre de documentation entreprise par nous.

LA DIRECTION.

La Correspondance Polonaise

N° 1

Adresse : Rapperswil (St-Gall) case postale 3807

7 Juin 1917

Naprzod de Cracovie, 30.V.17:

DÉCLARATION POLONAISE SUR LA QUESTION DE LA LITHUANIE

Les partis et courants politiques demandent par la voix de leurs représentants soussignés, au nom du peuple de l'Etat polonais ressuscité, l'existence indépendante d'Etat pour les terres de l'ancien grand-duché de Lithuanie.

La Pologne tendra inflexiblement au renouvellement de l'union avec la Lithuanie indépendante dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lithuanie: Lithuaniens, Polonais et Blancs-Ruthènes, trouveront dans l'union volontaire et concordante des deux Etats la garantie du développement national, culturel et économique de toutes les couches sociales.

Ligue pour la reconstitution de l'Etat polonais: Le président: Docteur R. Radzwillowicz, etc.

Comité central national: W. Slawek.

Le Parti national: K. Olszowski, K. Gniazdowski, etc.

Union nationale ouvrière: W. Malankiewicz.

Parti de l'Indépendance nationale: W. Sieroszewski,

Union de Partis démocratiques: St. Patek, etc.

Parti populaire polonais: T. Nocznicki, etc.

Parti socialiste polonais; Comité central ouvrier:

Le Parti socialiste polonais en souscrivant au principe de la déclaration ci-dessus croit nécessaire d'ajouter, de son côté, que les rapports réciproques de la Pologne et de la Lithuanie devraient être déterminés par l'entente des Constitutantes de Varsovie et de Wilno élues au suffrage universel, direct, etc.

Union populaire: J. Sadlak, etc.

Les partis et courants politiques reconnaissent par la voix de leurs représentants soussignés, au nom de la Nation polonaise le droit à l'existence indépendante d'Etat, au grand-duché de Lithuanie.

La Pologne désire le plus chaleureusement le renforcement de l'union traditionnelle avec le grand-duché de Lithuanie indépendant, dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lithuanie historique trouveront dans l'union volontaire et concordante avec la Nation polonaise la garantie du développement national, culturel et économique de toutes les couches sociales.

Parti de la Politique réaliste: L'Abbé Chelmicki, etc.

Parti de la Démocratie nationale: M. Kiniorski, etc.

Parti progressiste polonais: H. Barylski, etc.

Union nationale: W. Staniszkis, etc.

Union de l'Indépendance économique: E. Swida.

Sans-parti: Zdz. Lubomirski et Z. Chrzanowski.

Varsovie, 19-22 mai 1917.

Tous les journaux de Galicie publient le texte de la résolution votée le 27 mai, à Cracovie, par le Kolo Sejmowe (Cercle de la Diète, c'est-à-dire les députés polonais à la Diète de Galicie, au Reichsrat et à la Chambre des seigneurs):

Le Cercle polonais de la Diète affirme que l'unique aspiration de la nation polonaise est le recouvrement de la Pologne indépendante (un mot censuré¹), avec accès à la mer et se déclare solidaire avec cette aspiration.

Le Cercle polonais de la Diète constate le caractère international de la question de l'indépendance de la Pologne et la considère comme la seule garantie d'une paix durable.

Le Cercle de la Diète exprime l'espoir que l'empereur d'Autriche, qui nous est bienveillant, s'occupera de cette

question. La résurrection de la Pologne avec l'aide de l'Autriche lui assurera un allié naturel et durable.

La Nowa Reforma de Cracovie, 29.V.17, et tous les journaux de Galicie publient le texte d'une résolution votée au Congrès général de professeurs des Ecoles supérieures à Cracovie:

En se solidarisant avec l'opinion du corps enseignant, réuni tout récemment au Congrès de Varsovie que l'Ecole nationale ne peut se développer conformément aux nécessités de la société, que dans un Etat polonais libre et indépendant, le corps enseignant polonais reconnaît que l'enseignement polonais ne peut fleurir que sur la terre polonaise indépendante et (un mot censuré²); c'est pourquoi il exprime sa reconnaissance aux représentants de la nation qui ont défendu, défendent et défendront... cette attitude.

¹ et ² Le mot censuré est sans doute « unie ». (N. de la R.)

Glos de Varsovie, 29.V.17:

Nous n'avons pas de démocratie moderne, qui seule peut constituer le fondement d'un Etat moderne.

Le temps d'épreuve, qu'est pour notre génération le temps de la guerre actuelle, a démontré le néant moral et pratique de toute la démocratie de la Pologne contemporaine. A part la phraséologie vide, nos démocrates n'ont rien donné aux masses populaires, et quand on en est arrivé aux faits, ils n'ont pas pu sortir de la démagogie, du boulangisme; ils ont en fin de compte fini sur l'ulcération antique de l'idéologie d'Etat polonaise — ils se sont groupés sous la devise de l'oligarchie aristocratique.

... Nous étions étrangers à toute l'évolution de l'idéologie politique par laquelle l'Europe est passée durant notre esclavage. Les hommes politiques de l'Etat polonais ressuscité se trouvent devant le même problème que Kollataj, Staszic, Godlewski et tant d'autres à l'aube du duché de Varsovie.

Il faut créer une démocratie moderne en Pologne, qui seule peut soutenir un Etat moderne.

Kurjer Polski de Varsovie, 29.V.17:

... La division en de nombreux partis et petits partis, que les nôtres et les étrangers nous reprochent si souvent n'est pas dangereuse, car elle n'est point profonde. Elle n'est pas profonde, car l'influence de ces partis et petits partis est minime. Ils se concentrent presque tous à Varsovie et dans quelques grandes villes; ils embrassent les sphères intelligentes plus vivaces et nerveuses de toutes les couches, mais ils n'ont pas pu s'emparer des masses polonaises qui depuis le début de la guerre garde le calme et l'équilibre.

... Nous ne voulons pas discuter maintenant dans quelle mesure le calme se confond avec la passivité. Car s'il est absolument utile d'être prudent dans les moments difficiles de crises, attitude qui dérive de l'instinct conservateur, autant l'incapacité ou l'impuissance de poser des actes au moment utile est une faute que l'histoire ne pardonne guère.

Une nation qui ne saurait profiter de l'occasion heureuse d'améliorer son sort est condamnée à périr. La passivité dans les moments de crises peut être aussi nuisible que les imprudents dont la force est calculée d'après les intentions.

On a compris, aujourd'hui, les effets négatifs d'une telle passivité et les différends ne concernent que la tactique. Et c'est pourquoi « la brise » est plutôt superficielle. Elle n'atteint point la profondeur. Les nôtres comme les étrangers devraient y songer.

La Correspondance Polonaise

N° 4

Adresse : Rapperswil (St-Gall) case postale 3807

7 Juin 1917

Naprzod de Cracovie, 30.V.17:

DÉCLARATION POLONAISE SUR LA QUESTION DE LA LITHUANIE

Les partis et courants politiques demandent par la voix de leurs représentants soussignés, au nom du peuple de l'Etat polonais ressuscité, l'existence indépendante d'Etat pour les terres de l'ancien grand-duché de Lithuanie.

La Pologne tendra inflexiblement au renouvellement de l'union avec la Lithuanie indépendante dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lithuanie: Lithuaniens, Polonais et Blancs-Ruthènes, trouveront dans l'union volontaire et concordante des deux Etats la garantie du développement national, culturel et économique de toutes les couches sociales.

Ligue pour la reconstitution de l'Etat polonais: Le président: Docteur R. Radzwillowicz, etc.

Comité central national: W. Slawek.

Le Parti national: K. Olszowski, K. Gniazdowski, etc.

Union nationale ouvrière: W. Malankiewicz.

Parti de l'Indépendance nationale: W. Sieroszewski,

Union de Partis démocratiques: St. Patek, etc.

Parti populaire polonais: T. Nocznicki, etc.

Parti socialiste polonais; Comité central ouvrier:

Le Parti socialiste polonais en souscrivant au principe de la déclaration ci-dessus croit nécessaire d'ajouter, de son côté, que les rapports réciproques de la Pologne et de la Lithuanie devraient être déterminés par l'entente des Constitutantes de Varsovie et de Wilno élues au suffrage universel, direct, etc.

Union populaire: J. Sadlak, etc.

Les partis et courants politiques reconnaissent par la voix de leurs représentants soussignés, au nom de la Nation polonaise le droit à l'existence indépendante d'Etat, au grand-duché de Lithuanie.

La Pologne désire le plus chaleureusement le renforcement de l'union traditionnelle avec le grand-duché de Lithuanie indépendant, dans la ferme conviction que les peuples habitant la Lithuanie historique trouveront dans l'union volontaire et concordante avec la Nation polonaise la garantie du développement national, culturel et économique de toutes les couches sociales.

Parti de la Politique réaliste: L'Abbé Chelmicki, etc.

Parti de la Démocratie nationale: M. Kiniorski, etc.

Parti progressiste polonais: H. Barylski, etc.

Union nationale: W. Staniszkis, etc.

Union de l'Indépendance économique: E. Swida.

Sans-parti: Zdz. Lubomirski et Z. Chrzanowski.

Varsovie, 19-22 mai 1917.

Tous les journaux de Galicie publient le texte de la résolution votée le 27 mai, à Cracovie, par le Kolo Sejmowe (Cercle de la Diète, c'est-à-dire les députés polonais à la Diète de Galicie, au Reichsrat et à la Chambre des seigneurs):

Le Cercle polonais de la Diète affirme que l'unique aspiration de la nation polonaise est le recouvrement de la Pologne indépendante (un mot censuré¹), avec accès à la mer et se déclare solidaire avec cette aspiration.

Le Cercle polonais de la Diète constate le caractère international de la question de l'indépendance de la Pologne et la considère comme la seule garantie d'une paix durable.

Le Cercle de la Diète exprime l'espoir que l'empereur d'Autriche, qui nous est bienveillant, s'occupera de cette

question. La résurrection de la Pologne avec l'aide de l'Autriche lui assurera un allié naturel et durable.

La Nowa Reforma de Cracovie, 29.V.17, et tous les journaux de Galicie publient le texte d'une résolution votée au Congrès général de professeurs des Ecoles supérieures à Cracovie:

En se solidarisant avec l'opinion du corps enseignant, réuni tout récemment au Congrès de Varsovie que l'Ecole nationale ne peut se développer conformément aux nécessités de la société, que dans un Etat polonais libre et indépendant, le corps enseignant polonais reconnaît que l'enseignement polonais ne peut fleurir que sur la terre polonaise indépendante et (un mot censuré²); c'est pourquoi il exprime sa reconnaissance aux représentants de la nation qui ont défendu, défendent et défendront... cette attitude.

¹ et ² Le mot censuré est sans doute « unie ». (N. de la R.)

Glos de Varsovie, 29.V.17:

Nous n'avons pas de démocratie moderne, qui seule peut constituer le fondement d'un Etat moderne.

Le temps d'épreuve, qu'est pour notre génération le temps de la guerre actuelle, a démontré le néant moral et pratique de toute la démocratie de la Pologne contemporaine. A part la phraséologie vide, nos démocrates n'ont rien donné aux masses populaires, et quand on en est arrivé aux faits, ils n'ont pas pu sortir de la démagogie, du boulangisme; ils ont en fin de compte fini sur l'ulcération antique de l'idéologie d'Etat polonaise — ils se sont groupés sous la devise de l'oligarchie aristocratique.

... Nous étions étrangers à toute l'évolution de l'idéologie politique par laquelle l'Europe est passée durant notre esclavage. Les hommes politiques de l'Etat polonais ressuscité se trouvent devant le même problème que Kollataj, Staszic, Godlewski et tant d'autres à l'aube du duché de Varsovie.

Il faut créer une démocratie moderne en Pologne, qui seule peut soutenir un Etat moderne.

Kurjer Polski de Varsovie, 29.V.17:

... La division en de nombreux partis et petits partis, que les nôtres et les étrangers nous reprochent si souvent n'est pas dangereuse, car elle n'est point profonde. Elle n'est pas profonde, car l'influence de ces partis et petits partis est minime. Ils se concentrent presque tous à Varsovie et dans quelques grandes villes; ils embrassent les sphères intelligentes plus vivaces et nerveuses de toutes les couches, mais ils n'ont pas pu s'emparer des masses polonaises qui depuis le début de la guerre garde le calme et l'équilibre.

... Nous ne voulons pas discuter maintenant dans quelle mesure le calme se confond avec la passivité. Car s'il est absolument utile d'être prudent dans les moments difficiles de crises, attitude qui dérive de l'instinct conservateur, autant l'incapacité ou l'impuissance de poser des actes au moment utile est une faute que l'histoire ne pardonne guère.

Une nation qui ne saurait profiter de l'occasion heureuse d'améliorer son sort est condamnée à périr. La passivité dans les moments de crises peut être aussi nuisible que les imprudents dont la force est calculée d'après les intentions.

On a compris, aujourd'hui, les effets négatifs d'une telle passivité et les différends ne concernent que la tactique. Et c'est pourquoi « la brise » est plutôt superficielle. Elle n'atteint point la profondeur. Les nôtres comme les étrangers devraient y songer.

La Correspondance

Verzard de Carcovie, 20.V.17.

EXPLICATION TECHNIQUE SUR LA QUESTION DE LA FINANCE

Les deux questions qui se posent à l'heure actuelle sont: 1°) la question de la responsabilité financière de l'Etat; 2°) la question de la responsabilité financière des particuliers. La première question est la plus importante, car elle concerne l'avenir de notre pays. Elle est d'ailleurs la seule qui soit d'actualité. La seconde question est une question de détail, qui ne concerne que les particuliers. Elle est donc moins importante.

La responsabilité financière de l'Etat est une question qui se pose depuis longtemps. Elle se pose d'ailleurs de plus en plus. C'est parce que l'Etat dépense de plus en plus. C'est parce que l'Etat a de plus en plus de responsabilités. C'est parce que l'Etat a de plus en plus de besoins. C'est parce que l'Etat a de plus en plus de devoirs.

La responsabilité financière des particuliers est une question qui se pose également. Elle se pose d'ailleurs de plus en plus. C'est parce que les particuliers ont de plus en plus de biens. C'est parce que les particuliers ont de plus en plus de besoins. C'est parce que les particuliers ont de plus en plus de devoirs.

La responsabilité financière de l'Etat et la responsabilité financière des particuliers sont deux questions qui se posent ensemble. Elles se posent d'ailleurs de plus en plus. C'est parce que l'Etat et les particuliers ont de plus en plus de besoins. C'est parce que l'Etat et les particuliers ont de plus en plus de devoirs.

Tous les journaux de Lille ont publié la résolution votée le 21 mai à Carcovie par le Kolo Seimow. Cette résolution est une déclaration de principe. Elle est d'ailleurs une déclaration de principe qui est d'actualité. Elle est d'ailleurs une déclaration de principe qui est d'actualité.

Le Comité politique de la Région de Lille a été créé le 15 mai. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région.

La responsabilité financière de l'Etat est une question qui se pose depuis longtemps. Elle se pose d'ailleurs de plus en plus. C'est parce que l'Etat dépense de plus en plus. C'est parce que l'Etat a de plus en plus de responsabilités. C'est parce que l'Etat a de plus en plus de besoins. C'est parce que l'Etat a de plus en plus de devoirs.

La responsabilité financière des particuliers est une question qui se pose également. Elle se pose d'ailleurs de plus en plus. C'est parce que les particuliers ont de plus en plus de biens. C'est parce que les particuliers ont de plus en plus de besoins. C'est parce que les particuliers ont de plus en plus de devoirs.

La responsabilité financière de l'Etat et la responsabilité financière des particuliers sont deux questions qui se posent ensemble. Elles se posent d'ailleurs de plus en plus. C'est parce que l'Etat et les particuliers ont de plus en plus de besoins. C'est parce que l'Etat et les particuliers ont de plus en plus de devoirs.

Tous les journaux de Lille ont publié la résolution votée le 21 mai à Carcovie par le Kolo Seimow. Cette résolution est une déclaration de principe. Elle est d'ailleurs une déclaration de principe qui est d'actualité. Elle est d'ailleurs une déclaration de principe qui est d'actualité.

Le Comité politique de la Région de Lille a été créé le 15 mai. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région.

Le Comité politique de la Région de Lille a été créé le 15 mai. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région. C'est un comité qui a pour but de défendre les intérêts de la Région.

La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

LES ANNONCES

sont reçues par la S. A. Agence Suisse de Publicité

ORELL FUSLI & Cie

Rue du Commerce, 1, Genève

et dans ses succursales de

Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich, Bâle, Soleure, etc.

Tarif des Annonces:

Pour l'espace d'une ligne corps 8:

Suisse . . . 30 centimes.

Etranger . 40 »

Réclames 100 »

Le tarif est majoré pour des emplacements spéciaux.

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. **4.50**

Etranger » **5.50**

PRIX DU NUMÉRO

Suisse **25** centimes

Etranger **30** »

1^{re} Année

14 Juin 1917

N° 18

FRANCE

Le New-York Herald (Paris):

M. Ribot vient de réussir un coup de maître: il est parvenu à couper en deux le parti socialiste, et il a rendu illusoire la conférence de Stockholm! Il n'y a pas à dire! C'est du beau travail parlementaire, et cela rachète la fâcheuse déclaration sur « le développement économique de l'Allemagne ». M. Ribot a mis les Unifiés en présence de cette proposition: « ou l'Internationale contre la Patrie, ou la Patrie contre l'Internationale ». En temps de paix, nos bons Unifiés n'eussent pas hésité; en temps de guerre, ils ont dû réfléchir, et maudire ceux qui les avaient engagés dans cette impasse. Les députés socialistes qui affectaient des allures de dictateurs, et prétendaient avoir assuré le salut de la France, ne sortent pas grandis de cette aventure. On a compris qu'il y avait quelque chose de changé dans le monde politique. Il suffisait de voir les gestes furieux, d'entendre les invectives, durant le scrutin. Minoritaires et Majoritaires échangeaient des propos sans tendresse. Et M. Ribot souriait dans sa barbe de Père Eternel retors. Il avait en effet, saboté le Stockholm de ses enfants terribles. Il leur avait dit: «Votez d'abord pour la Patrie... Et après, faites ce que vous voudrez pour l'Internationale, ça n'a plus aucune espèce d'importance! Vous serez dans l'impossibilité de renier là-bas les engagements que vous aurez pris ici. Et vous verrez la tête que feront les Kamarades quand vous leur annoncerez les « garanties durables » réclamées par les deux tiers des socialistes français, en séance publique.» Quelle réponse feront nos socialistes à l'invitation impérative du Soviet? Et que représentera cette réunion de Stockholm, où tous les peuples ne seront pas représentés, où les mandataires n'auront aucun mandat officiel, et où l'Internationale sera dominée par les accords internationaux? Croyez-vous, de bonne foi, que l'idée pacifiste avancera d'une ligne parce que M. Raffin-Dugens aura vu, face à face M. Scheidemann? Et parce que M. Lénine aura félicité M. Brizon de n'être pas dans les tranchées à son âge? Non! Le vote d'hier rend à l'excursion de Stockholm son caractère de tourisme inoffensif: ce n'est plus qu'une croisière pour Camarades inconscients et désorganisés. Quinze jours en Scandinavie! Frais d'hôtel et repas compris. L'entreprise se charge des pourboires aux garçons. Maximum de bagages: 50 kilos. Les inscriptions sont reçues à l'Agence Internationale des Transports au cerveau.

L'Humanité:

Avons-nous le droit de négliger une seule forme d'action qui puisse permettre la paix durable parce que juste, et pouvons-nous renoncer à soulever chez nos ennemis même

les forces qui peuvent agir dans le même sens que nous? Illusion, nous dit-on. Allons donc! Nier la possibilité du développement démocratique de toutes les nations c'est nous condamner à la guerre éternelle, en nous enlevant la seule vraie garantie de paix durable. La seule force de notre position dans une conférence internationale vient de ce que notre pays condamne avec nous tout impérialisme. Nos impérialistes ne veulent pas renoncer à leurs espoirs, ni admettre la possibilité d'une condamnation tombant de si haut. Ils redoutent l'influence qu'aura sur la décision des gouvernements la voix des peuples; le « Temps » l'a écrit en propres termes qu'il ne croyait pas à la paix démocratique. Ils veulent laisser aux diplomaties secrètes le soin de régler le sort des peuples au mieux des intérêts capitalistes.

C'est bien parce qu'il y a ce dissentiment de fond dans la question des passeports qu'elle a pris cette importance. Mais c'est aussi pour cela que la décision dernière ne l'a pas résolue et le dernier mot n'est pas dit.

L'affaire de Stockholm n'est pas classée.

La Victoire:

Les révolutionnaires russes ne nous lâcheront pas parce que nous refusons d'aller à Stockholm. Aussi bien, quand même ils se déshonoreraient en nous manquant de parole, il ne faudrait pas croire, pour cela, la partie perdue.

Car, en somme, notre front est assez solide à l'heure actuelle, nous avons une assez forte supériorité numérique, les Anglais, les Belges, les Portugais et nous sur notre front pour contenir, en liaison avec les Italiens, les forces totales de l'Allemagne et de ses alliés. Et quand l'Amérique entrera en ligne, avec la colossale puissance qu'on verra, la victoire serait encore certaine et archicertaine, la victoire militaire, la seule qui rabattrait l'orgueil allemand.

Excelsior:

Cette conférence de Stockholm avait été préparée par l'ennemi pour diminuer notre force morale de résistance; les Déclarations de notre Premier on ont limité la nocivité. Les Allemands escomptaient la défaillance de nos Alliés; la nomination du général Broussiloff comme Généralissime a mis fin à ces espérances. Elle vient à point pour calmer les inquiétudes que les esprits troublés avaient conçues, depuis quelques jours. Il faut se répéter que la Russie Démocratique sait que son salut est fonction de la Victoire des Alliés, et que le succès des Coalisés marquerait le retour à l'Absolutisme. Des intérêts plus grands commandent la poursuite des opérations, et rien ne peut entraver la résolution des nouvelles Puissances qui se sont jointes à l'En-

tente; le programme exposé par M. Ribot est celui que les Puissances ont arrêté, en plein accord, et l'on ne saurait y rien changer! Les Russes paraissent l'avoir si bien compris, qu'ils ont confié le commandement de leurs forces au Général qui leur a donné la victoire, il y a moins d'un an. Cela permet de présager la reprise des hostilités sur le front russe, d'ici peu. Nos adversaires n'ont aucun doute à ce sujet et annoncent une offensive générale sur tous les fronts. Pourquoi serions-nous plus sceptiques que les Allemands à l'égard de nos alliés? Ceux-ci se sont ressaisis, et reprennent leur vaillance des premiers jours; la coupable Fraternisation des mois derniers est abolie, on nous l'apprend officiellement. Dès lors, il n'y a plus qu'à se remettre à l'ouvrage et à faire de bon travail! Faites taire les bruits alarmistes, et laissez les amateurs aller à Stockholm! Ils en reviendront avec leur courte honte, quand ils auront constaté que le rêve internationaliste ne s'accorde pas avec les exigences du Pangermanisme.

Paris-Midi:

L'ingratitude des rois est un thème légendaire dans l'histoire des cours. Or le «Soviet» (Comité des ouvriers et soldats) écrit dans son journal officieux une phrase qui pourrait faire croire que les démocraties n'hésitent pas, dans certains cas, à se montrer aussi ingrates que les majestés qu'elles remplacent. Cette phrase imagée, comme toutes les images, dépasse certainement l'idée qu'elle veut exprimer. La voici, elle est adressée aux Alliés:

« La démocratie russe... ne tirera pas les marrons du feu pour les Anglais, les Français et les Japonais. »

Quand avons-nous caressé ce plan perfide? Est-ce quand nous avons refusé de laisser écraser la Serbie, et derrière elle tous les peuples slaves, par le germanisme? C'est pour rester fidèles aux termes de notre alliance avec la Russie que nous avons subi l'invasion. Et si, ce printemps, les Russes ont pu conquérir leur pleine liberté intérieure, ne le doivent-ils pas au fait que Guillaume II, vivement pressé par les armées occidentales, était incapable de rétablir par les armes le régime germanobureaucratique qui faisait si bien ses affaires à Pétrograde? Est-ce qu'il y aurait aujourd'hui un «Soviet», si des centaines de mille Anglais et Français n'avaient pas, en avril dernier, «tiré les marrons du feu» devant Lens et Saint-Quentin? Sans la France et l'Angleterre, est-ce qu'il y aurait aujourd'hui une Russie libre? Est-ce dans une Europe infestée par la seule atmosphère de Berlin qu'elle aurait pu naître et se maintenir huit jours?

Le Figaro:

Le Comité du palais de Tauride, à tout prendre, ne représente que la population et la garnison de Pétrograde. Il y a dans l'immense Russie d'innombrables Soviets qui ne sont peut-être pas disposés à le suivre aveuglément. Le congrès des paysans, qui vient de nommer son Soviet, a donné plus de 800 voix à M. Kerensky, qui est pour la discipline et pour l'offensive, et n'en a donné que 20 à Lénine, le protégé de l'Allemagne. Et M. Kerensky, qui vient de rentrer à Pétrograde, paraît plein de confiance.

Toute la question est de savoir si le gouvernement provisoire aura l'énergie, cette fois, de rompre avec les énergumènes, les visionnaires et les agents allemands du palais de Tauride pour gouverner et agir.

Quant à nous, l'attitude que nous avons à prendre est fort simple. Nous ne connaissons que le gouvernement provisoire et nous ignorons le Conseil des ouvriers et soldats; nous n'avons pas à nous laisser bluffer par les révolutionnaires du Soviet comme nous avons été bluffés pendant vingt ans par le tsarisme.

Le Matin:

En tenant ce langage les révolutionnaires de Pétrograde rendront malaisés, aux bons citoyens de tous les pays

alliés, les échanges de vue qu'ils réclament si impatiemment. Les voix socialistes se sont comptées dans les élections parlementaires de tous les pays. Quatre millions et demi dans l'empire allemand, pour la plupart, du reste, loyalement impérialistes, beaucoup moins en France, en Angleterre ou en Italie. Et si l'on recherche parmi ces socialistes ceux qui pensent que «la liquidation de la politique d'union sacrée» est le premier devoir de l'heure présente on ne trouvera que des groupes tout à fait infimes dans tous les pays.

Nous demandons, nous, à savoir ce que représente en Russie le «comité exécutif» qui a signé ce manifeste. Il n'y a encore pas en Russie d'Assemblée constituante. Il faut attendre qu'elle soit réunie pour décider qui a le droit de parler au nom du peuple russe, à part le gouvernement du prince Lvoff.

L'Heure:

Après son impuissance à briser le front des armées occidentales, et après l'échec de jour en jour plus manifeste de son procédé de nettoyage des mers par l'assassinat sous-marin, il semblait que rien ne pouvait plus sauver l'Allemagne d'un étouffement progressif et implacable, excepté un miracle. Mais ce miracle, la Prusse l'a connu à la fin de la guerre de Sept ans. Elle était encerclée et acculée au désespoir, comme aujourd'hui, quand la Russie, qui était son principal ennemi, changea subitement de maître et lui accorda une paix séparée, après quoi les autres coalisés n'eurent plus qu'à en faire autant: sept années d'horribles tueries et dix-sept batailles rangées finirent par un «statu quo» sans annexion et sans indemnité: la Prusse était sauvée!

Aujourd'hui, le remplacement du tsar Nicolas par le «Soviet» donne à Guillaume II l'espoir d'être sauvé par le miracle qui sauva son aïeul Frédéric le Grand. Le danger, pour les Alliés, n'est plus sur terre ni sur mer. Il est diplomatique. Toutes les forces socialistes, internationalistes, anarchistes et idéologiques du monde sont mises en branle: pour travailler l'opinion publique des pays belligérants. Et nous assistons à ce paradoxe inouï des libertaires et des antimilitaristes de toute l'Europe acharnés à protéger le despotat militaire de Berlin contre une ruine définitive!

Le Populaire du Centre:

Le gouvernement de coalition a maintenant derrière lui tout le pays qu'il a sauvé. Il n'a plus toutes les illusions premières de la Révolution, et s'il veut poursuivre son action internationaliste, il sait qu'il doit organiser la Russie, et surtout qu'il doit empêcher toute désagrégation de l'armée. Il travaille à la paix, mais il voit la réalité, la guerre. J'ai confiance qu'il y fera face victorieusement et qu'en fin de compte c'est de la Révolution russe que viendra vraiment la paix durable basée sur le droit.

L'Oeuvre:

A peine affranchis du tsarisme, qu'ils nous représentaient comme une tyrannie, ils ne rêvent ingénument que d'imposer non plus seulement à leur pays, mais à tous les pays, une tyrannie plus lourde; et sans doute, ils l'estiment bonne, puisque c'est la leur, et qu'ils veulent notre bien, comme celui de tous les hommes. Mais Torquemada aussi voulait du bien à ses victimes, et, de la meilleure foi du monde, il ne les mettait à la broche que pour mieux les sauver. Ainsi, les camarades russes ne demandent la «liquidation de l'union sacrée» que pour mieux assurer la paix universelle; ce qui revient à dire qu'à leur avis la société des nations doit commencer par la guerre civile.

Si c'est là ce «mysticisme» russe dont on nous a tant rebattu les oreilles, nous ne sommes pas les seuls à le trouver un peu débordant. Mais le «Soviet», quoi qu'il ait l'air de s'en faire accroire, n'est pas encore toute la Russie,

et nous devons compter sur les Russes raisonnables pour le remettre à la raison.

A leur défaut, il se trouverait assez de Français, de l'espèce commune, c'est-à-dire de la bonne, pour rappeler poliment, mais nettement, aux auteurs de cet extravagant manifeste qu'ils n'ont pas seuls voix au chapitre. Quelle que soit la place que tiennent ou veulent prendre ici ou là les « socialistes du monde », il y a d'autres hommes du monde pareillement intéressés dans l'affaire, et l'on ne saurait la régler sans eux.

La Victoire:

S'il plaît au Comité des ouvriers et soldats de Pétrougrad de tuer et déshonorer la Révolution russe, s'il plaît au reste de la nation russe de se laisser mener à une réaction tsariste, et peut-être un démembrement de la Russie, nous n'y pouvons rien. S'il lui plaît même de faire regretter le tsar et le tsarisme à la Russie et à l'Europe démocratique, c'est encore son affaire. Il n'est point en notre pouvoir de l'empêcher de torpiller la jeune République russe.

Mais qu'il sache bien qu'ici il y a de nombreux socialistes qui sont bien décidés à ne laisser torpiller ni la France ni la République.

L'Événement:

On épilogue sur un prétendu manifeste du Soviet qui n'existe pas. C'est le renouvellement des faux d'Éms. C'est tout au plus la citation d'un article extrémiste qui n'engage pas plus l'assemblée des ouvriers et des soldats que l'article fougueusement outrancier d'un journal d'extrême-droite ou d'extrême-gauche n'engagerait le Parlement français.

Paris-Midi:

La victoire que l'armée anglaise a remportée hier à Mesines fait doublement honneur à sa puissance d'offensive et d'organisation. C'est par un effet de surprise, dû à une préparation secrète, que le général Palmer et ses troupes ont pu chasser les Boches de leur saillant au sud d'Ypres et les inquiéter dans leurs positions au nord de Lille.

Le Rappel:

L'offensive anglaise vise-t-elle le dégagement de Lille et la marche sur Tournay?

Les Allemands le diront: c'est une question d'avenir, car dans la guerre actuelle, on ne fait rien au pas de charge. L'artillerie est devenue la reine des batailles: celles des Britanniques broie consciencieusement les gros nœuds stratégiques des Allemands en Flandre, elle brise la pointe de leur offensive préméditée.

Grand et beau succès dont il faut hautement féliciter l'armée alliée, la tenace et vigoureuse armée de Douglas Haig.

La Victoire:

Nos alliés britanniques, eux, ne le laissent pas souffler, puisque, après l'avoir secoué de Lens à Arras et d'Arras à Saint-Quentin, les voilà qui foncent dessus plus au nord, au risque de s'attirer sur le dos ce qui peut rester des réserves allemandes.

A Roubaix, à Tourcoing et à Lille, en ce moment quel frémissement d'espoir et de joie!

Le Figaro:

Même réduite à la proportion de la prise d'un saillant, la victoire du général Palmer ne laissera pas que de troubler les Allemands. Ils se font battre à tout coup. Le splendide cinquième acte de la retraite de Hindenburg, que devient-il?

L'Angleterre a hérité de Rome la ténacité. Qui se frottera

à elle pour lui murmurer des formules de paix boche s'y piquera un peu.

L'Echo de Paris:

Le gouvernement français s'est assuré toute liberté vis-à-vis des gouvernements alliés pour obtenir au jour de la paix victorieuse les gages et les sûretés qui feront cette paix durable.

Restitution de l'Alsace-Lorraine qui n'a jamais cessé de nous appartenir; et puis réparation des dégâts, dommages, dévastations, crimes que nous avons subis, remboursement de ce que l'envahisseur nous a fait dépenser. Rien de sans doute. Mais avec des garanties contre l'Allemagne. Et chacun sait maintenant ce que parler veut dire.

Il faut souhaiter que le moment arrive bientôt où les conditions du traité de paix seront apportées devant le Parlement. C'est qu'alors nous aurons atteint le terme de cette effroyable tragédie. Mais dès maintenant il est certain que nous sommes d'accord sur les buts et les garanties.

Le Temps:

La Chambre, dans son ordre du jour qui « repousse toute addition », n'a admis aucune condition pour le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Elle a écarté, par là même, l'idée d'un plébiscite. Elle a bien fait.

Si l'on soutenait qu'il faudra enregistrer un vote des population avant d'inscrire dans le traité de paix la « dés-annexion » de l'Alsace-Lorraine, on méconnaîtrait à la fois des raisons de droit et des raisons de fait.

En droit, c'est au moment même où l'Allemagne voulait annexer l'Alsace-Lorraine que le plébiscite aurait dû avoir lieu. A quel titre Mgr Benzler, aujourd'hui évêque de Metz par la grâce de Guillaume de II, irait-il déclarer par son bulletin de vote que Guillaume Ier a eu raison, en 1871, d'annexer Mgr Dupont des Loges? A quel titre les instituteurs allemands, qui ont travaillé avec acharnement à germaniser les Alsaciens-Lorrains, se trouveraient-ils appelés par l'effet de leur propagande prolongée, à exercer une influence sur le résultat du scrutin? Si l'on voulait instituer un plébiscite sincère en Alsace-Lorraine, il ne suffirait pas de dire aux exilés de rentrer et aux immigrés de sortir. Il faudrait ajouter: « Debout, les morts! » C'est un ordre que le traité de paix, malheureusement, n'aura pas le pouvoir de donner.

Les raisons de fait ne sont pas moins convaincantes que les raisons de droit.

D'abord il y a déjà eu, au moment de l'annexion, l'équivalent d'un plébiscite, et même de deux plébiscites. Le premier, ce furent ces élections de l'Assemblée nationale qui envoyèrent à Bordeaux les signataires de l'inoubliable protestation. Le second, ce furent les élections au Reichstag qui n'envoyèrent à Berlin que des députés protestataires. Les deux votes ont eu lieu sous la domination allemande, domination militaire la première fois, militaire et politique la seconde. Que pourrait-on demander de plus?

Et qui tiendrait les urnes, maintenant, après trois ans de guerre atroce? Si on les confiait à l'autorité allemande, on sait ce qu'elle en ferait. Si on les remettait à l'autorité française, les Allemands s'écrieraient que le plébiscite est nul. Si on veut les livrer à des neutres, « quis custodiet ipsos custodes? » Et pour amener les malheureux Alsaciens-Lorrains à manifester des sentiments qu'ils sont forcés de comprimer en eux-mêmes depuis une génération, quel singulier encouragement ce serait de leur dire: tout votre avenir restera en suspens jusqu'au dépouillement du vote! N'est-ce pas les Allemands qu'on encouragerait, en attendant, à chasser du pays les familles qui sont restées françaises, et à faire tuer le plus grand nombre possible de soldats alsaciens-lorrains?...

Le Pays:

Au grand jour et à la face du ciel, il faut, devant tous,

proclamer non pas nos buts de guerre — nous ne la faisons pas, nous la subissons — mais les conditions de paix de la démocratie mondiale.

N'y a-t-il donc pas quelque article du cahier des nations démocratiques qui rallie tous les hommes?

L'Alsace-Lorraine? Le consentement unanime est là fixé, et nous en appelons au jugement solennel de la nation allemande, prononcé en 1871, par ses véritables représentants; Bebel et Liebknecht.

Mais dans ces réparations « historiques » qui sont la condition de la société des nations, il en est une, chère aux Français, et qui symbolise le rachat et la rédemption de l'humanité martyre. C'est la Pologne.

Par une rencontre riche d'enseignement, le président Wilson, dans son « rescrit » fameux, et la République démocratique de Russie ont solennellement promis au monde la restauration de la Pologne. Et de la Pologne « unie ».

Paris-Midi:

Une armée polonaise en France! A la bonne heure! Voici enfin un geste, après tant de flux de paroles. A la constitution dérisoire que les deux kaisers germaniques ont feint d'accorder à la Pologne russe les Alliés répondent enfin autrement que par des mots. Les empires du Centre possèdent le sol de la patrie polonaise, mais nous en possédons l'âme éparse, qu'il ne s'agissait que de réunir autour d'un drapeau...

... La question de Pologne est pour nous aussi importante que la question d'Alsace-Lorraine. Comme celle-ci doit contenir le germanisme à l'ouest, celle-là avait été créée par la Providence pour le contenir vers l'Orient. La haute civilisation polonaise devait s'opposer à la brutalité grossière et féroce des chevaliers-bandits de l'ordre teutoonique pour les empêcher de dominer le monde slave encore dans l'enfance. Sa disparition permit à Berlin de grandir démesurément. Nous en avons aujourd'hui sous les yeux le résultat. Plus que jamais, la reconstitution d'une Pologne forte est néfaste pour affranchir la généreuse mais naïve révolution russe du poing de fer des Brandebourgeois.

L'Action française.

Dans les quelques années qui ont immédiatement précédé la guerre, l'Autriche et l'Italie s'étaient déjà rencontrées et heurtées sur la terre albanaise. Un moment l'accord avait paru se faire sur la base d'un partage: le Nord à l'Autriche, le Sud à l'Italie qui bousculait vivement les prétentions de la Grèce. En réalité, toute la question de l'Adriatique était en jeu entre l'Italie et l'Autriche. Dès le 28 décembre 1914, les Italiens occupaient Vallona, et, à Vienne, les journaux se flattaient de « les en faire bientôt déguerpir ». C'était la préface de la guerre austro-italienne qui devait éclater cinq mois plus tard.

Depuis, tandis qu'on se battait à travers toute l'Europe, Italie et Autriche continuaient à lutter d'influence parmi les tribus albanaises. Aujourd'hui, la proclamation de l'indépendance albanaise, que Rome déclare placer sous le protectorat italien, répond aux manœuvres prodiguées à Vienne. C'est de bonne guerre.

L'Événement:

En Albanie, comme dans toutes les régions du monde, la France n'entrevoit et ne se rallie qu'aux solutions basées sur le droit, le principe de l'indépendance des peuples, les garanties d'un avenir de paix et de concorde. L'initiative du cabinet de Rome qui est un coup décisif porté aux prétentions autrichiennes et qui ruine les longs efforts de Vienne ne saurait fixer définitivement le sort de tous les Skipétars, ni même de tous les territoires définis par la conférence de Londres; comme le domaine de l'Albanie. C'est un règlement provisoire dont, à l'heure opportune, après la com-

mune victoire, les délibérations loyales et amicales des nations alliées examineront ce qu'il convient de sanctionner et ce qu'il convient de solliciter l'Italie de modifier.

Le Gaulois:

Cette proclamation appelle sans doute des précisions et des explications, puisqu'elle rend caduque la décision de la conférence de Londres, toujours en vigueur.

L'Italie ne s'embarrasse pas de ces détails: elle a raison. Il n'y a, désormais, que la politique de réalisations qui vaille; il n'y a que les faits qui comptent. Il faut prendre d'abord, discuter ensuite. C'est pour ne pas avoir suivi cette méthode en Grèce que nous en sommes, après vingt-quatre mois, à attendre là-bas le bon plaisir du roi.

L'Echo de Paris:

Mais l'Albanie confine également à la Grèce, au Montenegro et à la Serbie; ses frontières n'ont pas été complètement tracées par la convention de Londres de 1913; des territoires où la population albanaise est notable ont été officiellement assignés alors à la Grèce, à la Serbie, au Montenegro; l'homme le plus populaire d'Albanie, Essad pacha, est un allié fidèle de l'Entente; il demeure, croyons-nous, chef d'un gouvernement provisoire albanais, reconnu par les puissances alliées, sans excepter l'Italie.

Ici donc, des questions délicates se posent; comment les limites seront-elles fixées pour que l'Albanie protégée laisse aux Serbes la large façade maritime qui leur est nécessaire, et leur fut d'ailleurs promise, en 1913, par les puissances de la Triple-Entente? Est-ce un désintéressement plus ou moins prochain du roi de Montenegro qui leur assurerait cette satisfaction? Que deviendra le principat albanais d'Essad pacha? Enfin, nous ne parlons de la Grèce que pour mémoire, parce que le régime actuel d'Athènes ne mérite de notre part aucune complaisance. Nous ne doutons pas que nos voisins et amis, qui viennent de prendre une décision d'une hardiesse incontestable, ne soient prêts à concilier, pour le règlement final du problème albanais, les intérêts divers en présence; cette œuvre de finesse et de loyauté tout ensemble est bien faite pour les tenter.

Le Temps:

Maintenant que l'Autriche est en guerre avec l'Italie et que l'Allemagne elle-même semble soutenir assez mollement l'Autriche, maintenant que la Russie s'est repliée sur elle-même, il n'est pas surprenant que le gouvernement italien ait entrepris de faire, sur l'autre rive de l'Adriatique, un geste qu'il projetait depuis quarante ans.

L'opinion française n'éprouve, devant ce geste, aucun des sentiments mesquins que la presse allemande attribue si volontiers aux différents peuples alliés, dans le vain espoir de les brouiller entre eux. Nous rendons même hommage à la persévérance et à l'habileté avec lesquelles la diplomatie italienne sait mettre à profit, dans l'intérêt national, chaque phase de la guerre: c'est une leçon pour les orateurs naïfs qui considèrent le métier de diplomate comme superflu, et qui, par une étrange contradiction, demandent en même temps à s'improviser plénipotentiaires.

Quant à la carte future des Balkans, nous croyons qu'elle devra être tracée, comme la carte de l'Europe tout entière, avec le respect des engagements pris et selon la libre volonté des nations. Mais pour l'instant, il s'agit de combattre, afin de détruire la doctrine du « chiffon de papier » et le système de la tyrannie germanique. En retrouvant ainsi le terrain des réalités présentes, on remarque aussitôt que « l'unité et l'indépendance de toute l'Albanie sous l'égide et la protection du royaume d'Italie » — destinées promises aux Albanais par la proclamation du général Ferrero — ne saurait être durable que si l'armée du général Sarraïl n'est ni amoindrie dans ses effectifs, ni menacée par les complots du roi Constantin.

ANGLETERRE

Manchester Guardian, 28.V.17. — A propos des raids aériens.

Parlant du récent raid aérien sur la côte est d'Angleterre, le journal estime qu'il est temps de se préparer à une meilleure défense :

L'ambition de l'ennemi est de répéter quelque jour sur Londres et d'autres grandes villes ce qu'il fit vendredi sur les villes de la côte de Kent. Nombre de constatations permettent de noter cette intention. L'une d'elles fut le raid d'un aviateur isolé, l'automne dernier, sur Londres, raid qui constituait visiblement une épreuve de la rapidité avec laquelle nous pouvions mobiliser nos défenses aériennes. Cet aviateur isolé quitta sain et sauf l'Angleterre, mais il fut abattu en France, à son retour, et la conclusion probablement tirée de cette tentative fut qu'il n'y avait pas de difficulté à exécuter un raid de surprise, mais seulement à en revenir sain et sauf. Cette constatation est confirmée par ce qui se passa vendredi. Notez que les Allemands, dans leur rapport, parlent « d'un long vol à l'intérieur », qui donna de bons résultats. Ces bons résultats, s'ils existent, consistent non en l'importance des dommages causés, mais en l'immunité. La distance des bases aériennes allemandes en Belgique à Londres est seulement de 150 milles... Londres n'est pas la seule place menacée. La Belgique quoiqu'étant la base la plus rapprochée de Londres, a le grand désavantage d'être aussi très près de nos propres concentrations aériennes, et un raid parti de Belgique court de grands risques à son retour. La distance de l'Allemagne aux villes situées plus au nord sur la côte d'Angleterre est beaucoup plus grande, mais le retour est plus sûr. Quel sera notre réponse à ce danger ? Non pas, pensons-nous, en agissant de même sur des villes allemandes... Sans aller jusqu'à dire, avec un célèbre Français que des repréailles sont toujours inutiles, nous estimons que si elles peuvent être utiles, cela dépend entièrement du degré de puissance qu'elle comportent.

Ces raids s'arrêteront si notre service aérien et son organisation dans le pays sont suffisants pour les rendre impossible ou trop coûteux. Le fait absolu, c'est que l'étalon de notre supériorité aérienne est beaucoup trop bas, et même parfois un peu précaire.

... Pour pouvoir faire une guerre aérienne décisive, nous avons besoin d'une supériorité non de deux contre un, mais de trois, quatre et cinq contre un, et d'un grand développement aussi de notre service d'hydroplanes... Il est impossible de fixer trop haut notre contingent, et ce problème de l'air est un de ceux où les Etats-Unis peuvent nous aider le mieux... Avec l'aide de l'Amérique, si nous élevons assez haut notre contingent, nous pouvons avoir un degré de supériorité aérienne sans concurrence possible.

Manchester Guardian, 29.V.17.

Revenant sur la même question, le journal dit que ce qu'il faut avant tout, c'est un grand développement du système de patrouilles aériennes dans la mer du Nord. S'il fallait choisir entre les avantages d'un nouveau million de soldats d'infanterie, du double des canons actuellement en service et du triple des avions existants, c'est ce dernier qu'il faudrait adopter.

Les hommes actuellement levés pour l'armée ne paraissent pas devoir être de grande utilité en France, cette année, et si de nouveaux hommes sont désirés pour continuer l'offensive cette année, il vaudrait mieux les prendre en Irlande,

en économisant sur l'armée d'occupation, et au besoin de Macédoine... Avec l'Amérique entrant en campagne l'année prochaine, il est ridicule de parler comme s'il pouvait y avoir un manque d'hommes. On a basé des calculs sur la désorganisation des armées russes... Quelques mille jeunes Américains, comme l'assure le gouvernement russe, remettraient les choses au point en peu de mois. C'est davantage une question de réorganisation civile que d'action militaire proprement dite. En France nous devons tendre à mettre toute notre force militaire en campagne si nous pouvons refouler les Allemands derrière la Meuse en automne. Si nous le pouvons, cela vaudra tous les sacrifices, car cela raccourcira la guerre d'une année au moins. Si nous ne le pouvons (et ceci est une question que l'autorité militaire seule peu résoudre), alors il vaut mieux entreprendre quelque chose qui est en notre pouvoir. Il y a plusieurs alternatives. L'important est de faire quelque chose que l'ennemi n'attend pas. Gagner en France serait le mieux, mais cela n'est pas la seule chose sur laquelle l'ennemi ne compte pas.

The Times, 30.V.17. — La situation en Grèce :

Le correspondant de ce journal signale le danger qu'il y aurait pour les gouvernements alliés à tergiverser à l'heure où il s'agirait, au contraire, d'agir vigoureusement. Dans une interview avec M. Venizelos, l'amiral Condouriotis, M. Politis, ministre des affaires étrangères, et M. Averoff, ministre de l'éducation, il a recueilli d'intéressantes indications dont voici un résumé :

La moisson est presque mûre, dans la riche province agricole de Thessalie. Le gouvernement d'Athènes a un décret tout préparé pour réquisitionner le tout. Si la moisson passe en les mains du roi, il sera capable d'approvisionner son armée pour nombre de mois, et si, en dépit du pauvre moral de celle-ci, un effort est fait pour amener cette armée hors du Péloponèse, avec des intentions hostiles, cet effort ne pourra pas être complètement annulé, comme il le serait actuellement, faute de provisions. En outre, la Macédoine et toutes les îles libérées de la Grèce combattent à nos côtés. Durant les années précédentes, elles ont tiré leur substance des moissons de la Thessalie, et elles seront ainsi virtuellement nourries à un manque de vivres, le pain étant la principale nourriture du peuple. Les Cyclades, Mytilène et Chio n'ont que peu de tonnes de farine en réserve. En Crète, qui vient d'équiper une nouvelle division, on a envoyé un supplément de farine pour dix jours. Il est à peine utile de dire quelle sera l'attitude de ces parties de la Grèce qui ont rallié la cause de l'Entente, si elles demeurent sans blé, alors que le roi Constantin, au contraire, est autorisé à créer un régime d'abondance dans les territoires qui lui restent soumis. Notre prestige, et celui de M. Venizelos, qui lui est soumis, en recevraient un coup presque mortel.

... Le roi est convaincu de l'importance de la récolte, et, dans une conversation, la semaine dernière, il dit qu'il ne demandait que la récolte et un délai de trois mois, et qu'alors la situation pourrait changer dans les Balkans. Ce ne sont pas là de vains mots. L'information vient de source certaine.

Le *Morning-Post* du 31.V.17 relève que le Conseil des délégués ouvriers et soldats adresse d'amères paroles aux alliés de la Russie. Il suggère l'idée que la Russie se bat au profit de l'Angleterre et de la France, et il ajoute que la Russie

ne veut pas aider les Alliés à réparer des dommages historiques. Le journal dit qu'il ne veut pas récriminer, mais que la Russie doit se souvenir que l'alliance avec la France d'abord, avec l'Angleterre ensuite, fut le fait d'hommes d'Etat russes, qui considéraient que le principal ennemi de sa liberté et de son développement était l'Allemagne.

Nous nous permettons de rappeler à ce peuple, en toute amitié, que la guerre fut faite par la Russie à cause de leur liberté nationale. Nous voulons aussi rappeler à la Russie que liberté politique n'est pas liberté nationale, et que la première ne peut être établie sur une base permanente avant que la liberté nationale ne soit conquise. Y a-t-il un Russe qui osera dire que l'Allemagne n'est pas le vieil ennemi implacable et sans pitié de la Russie. Un seul Russe voudrait-il nier qu'à travers toute son histoire, la Russie a été enchaînée, trompée, exploitée par l'Allemagne?

Nul révolutionnaire russe n'osera proclamer que l'Allemagne est autre chose que l'ennemi de la Russie.

Le journal établit qu'en fin de compte, la Russie a besoin d'alliés, bien plus que la France ou l'Angleterre. Les Alliés, du reste, sont fidèles à leurs promesses. A la Russie à se montrer fidèle aussi, en se jetant maintenant dans la mêlée qui permettra de gagner la guerre. Tout l'avenir de la Russie dépend de l'ouverture de deux grandes portes: la Baltique et les Dardanelles. Mais l'Allemagne en tient les clefs. Comme l'a dit le général Smits, dans son message: «L'Allemagne ne fera qu'une bouchée de toutes les belles formules du peuple russe, et elle ne fera qu'une bouchée de la Russie elle-même, si elle le peut.» La Russie ne peut se soustraire à ce sort peu enviable qu'en luttant ferme et en coopérant loyalement avec les Alliés.

Fortnightly Review, VI.17. — La tâche des alliés (Dr Dillon).

Les buts de guerre des alliés doivent être étendus. Même s'ils remportent la victoire, si le Trentin, la Transylvanie, la Galicie sont arrachés à l'Autriche, leur cause est encore compromise s'ils n'établissent pas vers le N. une Pologne et une grande barrière balkanique au S. Leur seule espérance est le démembrement de la monarchie des Habsbourg et la création d'une Europe Centrale non germanique, groupée autour d'une Pologne unie et indépendante. Les restitutions de l'Alsace-Lorraine à la France et du Sleswig au Danemark sont décidées. Reste le problème de l'Europe centrale. Pour le résoudre, les provinces polonaises doivent être détachées de l'Allemagne comme tous les éléments non-allemands de l'Autriche:

La Bohême, la Moravie et la région slovaque du nord de la Hongrie, d'une population surtout tchèque d'environ douze et demi millions d'habitants, formeraient un Etat indépendant dans lequel devrait être incorporé, pour raisons stratégiques supérieures, la zone allemande des bords de la Bohême.

La nouvelle Pologne comprendrait non seulement la Pologne, mais aussi la Silésie supérieure avec ses riches mines de charbon, dont la perte serait une calamité pour l'Allemagne, et surtout la zone des côtes de la Baltique comprenant l'embouchure de la Vistule et le port de Dantzig.

John Bull, 9.VI.17. — Hors la loi:

« Que pensez-vous d'une ligue de commis-voyageurs constituée par des membres s'engageant à ne jamais descendre dans un hôtel employant des Boches ou leur donnant l'hospitalité? » Cette suggestion nous vient d'un ami en voyage amené à la plus féroce indignation par les derniers outrages des pirates. Ne vaudrait-il pas mieux prendre la résolution que la guerre gagnée, les Huns seront non seulement exclus des hôtels mais aussi des ports, défense étant faite à chaque membre de la race damnée de mettre le pied sur le sol britannique, ceci au moins pour un certain nombre d'années?

Westminster Gazette, 2.VI.17. — Stockholm ou Pétrograd.

Dans son leader de ce jour, la *Gazette* déclare que, d'accord avec les dires de M. Ribot en ce qui concerne une paix telle que la voient les socialistes allemands et certains neutres, elle n'en pense pas moins que ce serait une faute, après avoir boycotté la conférence de Stockholm, de refuser de se rendre à celle de Pétrograd:

L'heure est venue pour les gouvernements alliés de regarder en face les formules russes, de chercher à savoir d'une manière définitive ce que les Russes eux-mêmes entendent par elles, et de voir si et comment la politique alliée se trouve affectée par la déclaration de renoncement à toute annexion en général, et à des vues sur Constantinople en particulier. Nous n'avons rien à craindre de ces déclarations, en tant qu'elles ont été interprétées par le leader du gouvernement de coalition. Leur interprétation classique se trouve dans le discours que M. Terestchenko, ministre des affaires étrangères, prononça le 20 mai, devant une députation de la presse russe. Nul Anglais, nul Français ne saurait trouver un mot à redire à ce discours, avec son émouvante protestation contre l'idée d'une paix séparée, et son passage spécialement consacré aux aspirations du peuple d'Alsace-Lorraine. Si nous avions quelque chose à dire des buts de guerre russe, ce serait que ceux-ci seraient non pas plus faciles, mais bien plus difficiles à réaliser que toute espèce d'ambition territoriale qui pourrait être imputée à tel ou tel des Alliés. Le vœu de voir la liberté accordée à toutes les nations, dans le but de les voir accomplir librement leur destinée propre, vœu qui accompagne la répudiation d'annexions et d'indemnités, implique une rénovation de la société basée sur des principes qui sont l'absolu contraire de l'autocratie germanique; — il implique, en fait, et de la façon la plus nette, l'extinction du militarisme prussien. Il n'y a aucune raison pour que nous nous montrions rebelles à ces idées, ou que nous hésitions à leur donner notre pleine et entière adhésion, si, en faisant ainsi, nous pouvons aider le gouvernement russe et supprimer la suspicion chez ceux qui s'imaginent que nous avons de secrètes ambitions qui ne doivent pas supporter le plein jour.

Daily News, 2.VI.17. — La conférence de Stockholm:

La suggestion que la conférence est le fait d'intrigues allemandes, ou qu'elle est grosse de dangers pour les Alliés, ne peut être inspirée que par l'ignorance ou la folie. L'initiative de la Conférence vint, non d'Allemagne, mais de Russie. Des délégués ennemis seront présents, mais il ne

formeront qu'une petite minorité, qui contiendra, en outre, des éléments radicalement opposés à la politique allemande... Quelque attitude que le gouvernement allemand puisse adopter dans ses relations avec la conférence socialiste, il ne peut nourrir aucune illusion pour celle-ci. En cas de succès, elle signifiera non seulement la fin de la guerre, mais la fin du régime de Potsdam, car il est un principe auquel agréent tous les socialistes du monde entier, c'est que la paix doit être une paix des peuples et non de peuples d'un côté et d'autocrates de l'autre.

... M. Ribot pense-t-il qu'à la conférence demandée par la Russie, il peut y avoir des socialistes russes et allemands, des neutres, mais pas de français? S'il désirait livrer le socialisme russe entre les mains de l'Allemagne, il ne pourrait choisir une meilleure voie. Il semble vraiment qu'en France il y a toujours confusion sur la signification de la conférence projetée à Stockholm et sur la conférence russe. Il n'est pas croyable que le chef d'un grand peuple démocratique voudrait se mettre en travers de cette dernière, et si l'on voit clairement, — comme nous pensons qu'il en sera, — que la conférence en question sera celle convoquée par M. Kerensky et ses collègues, alors les hommes d'Etat de chaque nation alliée devront saluer avec joie l'occasion de favoriser cet esprit de libre démocratie, pour lequel l'Allemagne sous ses gouvernants actuels est une menace permanente.

Morning-Post, 4.VI.17. — Des revenants.

Sous ce titre, le journal mène une forte attaque contre les bruits selon lesquels le gouvernement anglais serait disposé à faciliter le retour au pouvoir de certains hommes d'Etat ayant joué un rôle néfaste dans les débuts de la guerre. En premier, il s'en prend à M. Winston Churchill:

M. Churchill eut des moyens tels qu'il n'en fut accordé à aucun autre homme d'Etat. Il exerça le contrôle absolu de la marine et d'une partie considérable de la force de terre. Par une série de manœuvres, il se libéra du contrôle de l'amirauté. Dans son propre département, il exerçait le pouvoir suprême. Et comment en usa-t-il? Il organisa deux des plus désastreuses expéditions de l'histoire britannique: la tentative de secourir Anvers et l'attaque des Dardanelles. ... Il fut personnellement responsable de ces deux calamités, qui coûtèrent à ce pays nombre de vies humaines, nombre de navires et un grand prestige... Le gouvernement n'a pas à faire réapparaître des revenants de Gallipoli et d'Anvers. Nul amiral ou général n'aurait survécu à des erreurs telles que celles commises par M. Churchill.

Passant ensuite au Dr Addison, le *Morning-Post* signale le bruit d'après lequel celui qui se montre notoirement incapable dans l'organisation du ministère des munitions pourrait être pourvu d'une situation nouvelle, au lieu d'être simplement prié de s'en aller comme incompetent.

Enfin, c'est le tour de M. E.-S. Montagu, qui serait à la veille de devenir président du Comité du mouvement ouvrier:

M. Montagu peut être, comme le disent ses amis, un financier habile et un bon politicien. Mais quelqu'un oserait-il suggérer qu'il est un Anglais typique ou qu'il est de nature à commander le respect ou à éveiller la sympathie des travailleurs anglais? Nous nous permettons de dire, sans chercher à adoucir les mots, que si une telle nomination se faisait, ce serait un désastre public des plus graves.

Morning-Post, 6.VI.17. — Les buts de guerre.

Parlant des déclarations ministérielles russes, le journal dit qu'en réalité peu importait à l'Angleterre que la Russie eut un gouvernement autocratique. D'autre part, tant que la démocratie russe se montrera fidèle à la cause des Alliés, on la saluera avec joie.

Quel est le sens de ces formules héroïques: pas d'annexions, lorsque les Allemands sont sur le territoire russe? La meilleure manière de renforcer une politique « sans annexions » est de chasser les Allemands de Russie. Et quelle est l'utilité de beaux discours sur la liberté, quand deux millions de Russes sont prisonniers et esclaves en Allemagne? ... Il nous semble qu'il y a une grande part de bluff dans tous ces discours sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Aussi longtemps que les Russes sont prisonniers, il n'y a pas de liberté; aussi longtemps que les Allemands sont victorieux, il n'y a pas d'égalité; et aussi longtemps qu'ils sont sur le sol russe, il n'y aura pas de fraternité. Nous ne pouvons pas croire à la beauté morale de cette action qui consiste à fraterniser avec l'homme qui a enlevé notre femme et tué notre mère. Tout cet idéal est très joli en abstraction, mais dans la pratique, il ne vaut pas une pincée de cendres. Ce qu'il importe réellement dans ce rude monde, c'est la possibilité de chasser l'envahisseur de votre territoire et de le punir de telle sorte que jamais il ne songera à y rentrer. Voilà la meilleure manière d'établir la liberté, l'égalité et la fraternité sur une base de sain respect de soi-même.

Westminster Gazette, 6.VI.17. — La prolongation de la guerre:

La « Nieuwe Rotterdamsche Courant » résume la situation militaire en Europe dans un article où elle déclare que tout semble annoncer une considérable prolongation de la guerre.

Les grands résultats des premiers jours de l'offensive franco-britannique sur le front ouest firent naître l'espoir que l'année 1917 amènerait une solution sur le champ de bataille. Mais ce que les Alliés purent achever dans leur première attaque, dirigées contre des positions bien connues, ils ne purent l'achever dans les attaques suivantes, après que les Allemands eussent été chassés de ces positions. Ils n'ont pas eu davantage de succès aux endroits où les Allemands ont déjà battu en retraite de plein gré.

Les attaques des Alliés perdent graduellement leur effet. Les Allemands, probablement par suite de la non offensive du côté russe, concentrèrent d'une façon inattendue d'importantes réserves sur le front ouest menacé. Il est très possible, voire même probable, que les Allemands se retirent volontairement sur d'autres parties du front, prévenant ainsi une attaque ennemie, et cette retraite peut s'étendre sur une distance considérable, mais cela n'emportera pas une décision.

La tentative des Alliés d'imposer une décision sur le front ouest en 1917, peut déjà être considérée comme ayant échoué. L'Amérique continuera à fournir des canons et des munitions, comme elle a fait durant toute la guerre. Bien plus, l'Amérique, maintenant qu'elle est intervenue, enverra des troupes en grand nombre. Mais ceci ne peut produire son effet avant un long temps. Ainsi donc, dans l'ouest, tout fait prévoir une longue guerre.

Morning-Post, 8.VI.17. — Pierre Kropotkine et la Russie.

Pierre Kropotkine, en quittant l'Angleterre où

il se rendit en 1876, adresse à ce pays un adieu émouvant :

Je peux seulement dire combien je suis heureux de voir mon pays dans le même camp que les démocraties de l'ouest dressées contre les empires centraux.

... Il devient évident que dans cette guerre deux civilisations différentes sont en conflit. L'une d'elles, — celle de l'ouest — tendant à achever le progrès grâce à une constante croissance des forces «intérieures», et l'autre retournant vers l'idéal «démônétisé» de l'expansion extérieure et de l'enrichissement par la conquête.

La Russie, heureusement, entre dans le courant ouest, et l'espère sérieusement que les efforts faits actuellement pour attirer la nation russe dans la vague allemande de conquête n'aura aucun succès. La grande masse de la nation russe voit qu'un pareil acte ramènerait un tsar pro-germain, ainsi que la reconstitution de la sainte alliance, sous le manteau de l'Union des trois empereurs. Et je suis sûr que la Russie continuera à lutter aussi longtemps que les Allemands eux-mêmes ne reconnaîtront pas l'erreur criminelle commise par eux en favorisant les visées d'«empire mondial» de leurs gouvernants.

Morning-Post, 9.VI.17. — Les colonies allemandes.

Le journal rappelle un discours tenu à Leipzig par le Dr Solf, parlant devant la Société coloniale, et répondant aux récents discours de lord Robert Cecil et du général Smuts.

Après avoir déclaré que le gouvernement et le peuple allemands sont unis dans leur résolution de réclamer leur empire colonial, le Dr Solf combat les paroles de lord Cecil, disant que la séparation des colonies allemandes d'Afrique est justifiée par le fait des cruautés commises par les Allemands contre les natifs. L'orateur rappelle un mot de Bernard Shaw: Chaque Anglais est né avec un talisman merveilleux qui le fait maître du monde. Lorsqu'un Anglais désire quelque chose, il n'admet jamais qu'il puisse le désirer. Il attend patiemment jusqu'à ce que, — Dieu sait comment! — s'éveille en lui l'intime conviction qu'il est de son devoir moral et religieux de dépouiller celui qui possède ce qu'il désire.

Avant la guerre, dit l'orateur, j'ai discuté plusieurs fois avec le gouvernement des colonies africaines, et aussi avec le gouvernement britannique au sujet du traitement des natifs. Nous étions pleinement d'accord que la condition d'une saine politique envers les natifs, en Afrique, est le maintien d'un esprit de solidarité parmi les races blanches. Cette condition a été détruite par la politique de guerre de l'Angleterre.

Le général Smuts demande que l'on prévienne l'entraînement d'armées noires. A qui s'adresse cette accusation? A nous, qui voulions suivre les stipulations du traité du Congo, ou aux Anglais, Français et Belges, qui envoient des milliers de troupes de couleur sur les fronts européens?

ALLEMAGNE

Tägliche Rundschau, 1.VI.17. — Le discours du trône de l'Empereur Charles.

Commentant les passages qui ont trait à la politique étrangère :

On peut se demander si nous avons lieu de nous réjouir. Car l'action ne peut s'en faire sentir autrement que par un regain d'ardeur du sentiment qu'éprouvent Londres, Paris et Rome qui usent et abusent du plus petit prétexte pour représenter les puissances centrales comme ayant besoin de la paix, conscientes de leur défaite et reconnaissant leur incapacité de continuer la lutte. De la Tamise au Tibre on entendra persiffler que nous voulons la paix parce que nous ne pouvons plus poursuivre la guerre, et que nous mettons d'autant plus d'insistance à l'offrir à d'autres, que nous pouvons d'autant moins l'obtenir. Les échos de Rome, Paris et Londres répondront à nouveau au discours du trône de Vienne: Défaite, anéantissement, assujétissement, démembrément!

Münchener Neueste Nachrichten, 2.VI.17. — La peur de Stockholm :

Le ministère Ribot n'ose même pas tenter de permettre la prise de contact entre les représentants des groupes socialistes qui, à peu d'exceptions près ont pourtant pratiqué volontairement la politique de guerre gouvernementale, et les démocrates socialistes allemands. Combien la conscience du gouvernement français doit être chargée pour ne pas reculer devant le stigmate que comporte la contrainte des consciences — avec Wilson et Lansing elle est seule de toutes les puissances belligérantes — et pour éviter qu'une voix venant du camp adverse puisse une fois parler sans contrôle et sans commentaires officiels à ces députés. Ribot doit certainement être convaincu que la situation de son

cabinet ne saurait être renforcée par le refus des passeports pour Stockholm. La preuve en est dans le recours immédiat au procédé de la séance secrète pour tâcher d'apaiser la tempête.

Tägliche Rundschau, 2.IV.17. — Des passeports pour Stockholm :

Nous regrettons que ce soit M. Ribot qui, comme gouvernemental, ait dit ce que l'heure exige. M. Ribot devait justifier la mesure prise par son gouvernement de refuser des passeports pour Stockholm aux socialistes français. Nous ne trouvons le refus même ni courageux ni judicieux. Mais ce que M. Ribot a dit à l'occasion du Meeting de l'internationale sur les bords du Maelar devrait soigneusement être retenu par d'autres hommes d'Etat.

Après citation du discours de M. Ribot, la « *Tägliche* » continue :

En attendant, la faillite de Stockholm se dessine de plus en plus — car malgré tous les apports faits de Vienne et Berlin l'affaire reste une faillite —. De tous côtés on refuse le crédit à la raison sociale Scheidemann, Adler et Cie. L'Espagne notifiée bien haut qu'à cette heure elle ne fait aucun cas de bavardages internationaux sur la guerre et la paix. Ceux de Stockholm doivent implorer M. Wilson, le père de la patrie de la démocratie, car lui aussi fait mine de calmer par des refus de passeports des envies voyageuses pour Stockholm. Il paraîtrait que le gouvernement anglais délivrerait des passeports à ses socialistes, non pas pour Stockholm mais pour Petrograd. Il ne leur défend toutefois pas de saluer en passant le travail fait à Stockholm. Cette manière de laisser faire, vis-à-vis d'une chose qui ne mérite pas une très haute considération, nous fait apparaître

Londres peut-être comme plus avisée que Paris, avec son refus radical.

Frankfurter Zeitung, 3.VI.17. — La France et la conférence de Stockholm :

Le gouvernement français n'a pas osé accorder les passeports pour la conférence de Stockholm aux représentants de la démocratie sociale française. Il ne l'a pas osé : voilà le sceau dont sa décision doit être frappée. M. Ribot lui-même n'a laissé subsister aucun doute à cet égard, le motif du refus doit être cherché dans la peur, dans la peur que le grand désir de paix qui existe chez le peuple français puise dans cette conférence un nouvel aliment et qu'il se développe dans des proportions qui seraient incompatibles avec la continuation de la guerre. « Si on laisse au peuple la croyance qu'une semblable réunion pourrait s'occuper d'une paix prochaine, quels en seraient les résultats?... Nous ne devons pas laisser troubler l'opinion publique par des espérances prématurées de bruits de paix » : Tels sont les mots qui forment le fond du discours de Ribot. On y retrouve le même manque de confiance en la persévérance du peuple qu'indique la non publication des listes de pertes et des communiqués ennemis.

Internationale Korrespondenz, 4.VI.17. — Les progrès de la révolution russe. (*Résumé.*)

Une des conséquences serait la publication des traités qui lient la Russie à l'Entente. Suivant le nouveau ministre des affaires étrangères Tereschenko, « cette publication entraînerait la rupture immédiate avec l'Entente et signifierait le commencement de la paix séparée, provoquée par l'isolement politique où serait placée la Russie ». Le congrès des délégués ouvriers et soldats qui doit se réunir vers la mi-juin aura probablement à s'occuper de cette question. Le Soviet se serait convaincu que le contenu de ces traités ne se limiterait pas à la défense, mais prévoirait aussi l'offensive. Ceci a probablement fait l'objet des discussions dans la dernière séance secrète de la Chambre française et eu pour conséquence la retraite d'Iswolski qui disparaît de la scène comme Milioukoff et Gutchkoff. Iswolski serait même soupçonné par certains milieux socialistes français de n'être pas tout à fait étranger à l'assassinat de Jaurès.

Internationale Korrespondenz, 4.VI.17. — L'avenir de la Belgique.

Le chancelier v. Bethmann-Hollweg et le secrétaire d'Etat v. Helfferich ont été converser à Bruxelles avec le nouveau gouverneur-général v. Falkenhausen; suivant les pangermanistes, « il n'y avait rien de bon à espérer » de cette entrevue. En effet le nouveau gouverneur se déclarant d'accord en tous points avec le chancelier, a fait les déclarations suivantes :

« Aujourd'hui la conférence de la paix ne peut guère être autre chose qu'une conférence destinée à fixer un traité de commerce avec de nombreuses clauses. Chacun a des intérêts et des vues particulières et a la possibilité de répondre à la partie adverse par des concessions tout en révélant ses désirs. »

L'*Internationale Korrespondenz* constate que ces paroles contiennent un programme. Il ne s'agirait pas d'une conférence où le vainqueur dicte ses volontés au vaincu, mais d'un congrès où chacun fait valoir son point de vue avec les mêmes droits. Elle admet que le tort que feu v. Bissing aurait pu faire par ses visées annexion-

nistes (bien qu'il eut peu de chance d'avoir voix au chapitre à la conférence de la paix) est réparé par les paroles du gouverneur-général v. Falkenhausen.

Norddeutsche Allgemeine Zeitung, 5.VI.17. — Une réponse à la question de : A qui la faute ?

Le président du Conseil des ministres français a dit dans son dernier discours d'ouverture de la Chambre que c'est l'Allemagne qui a voulu la guerre. La censure française ne livrera probablement pas au public, pas plus que M. Ribot, les rapports des ambassadeurs belges qui font ressortir le rôle que M. Poincaré a joué avant la guerre. Nous pouvons remédier à cela par la publication d'une lettre adressée par feu l'ambassadeur russe Benckendorff à M. Sasonoff, datée de Londres du 12/25 février 1913, dans laquelle il examine le rôle de la France à la conférence de Londres où elle est représentée par M. Cambon. Ce dernier s'est montré très avisé, plein de tact quoique jamais énigmatique :

Au contraire, lorsque je me remémore toutes les conversations et les notes échangées entre nous et que je songe à la position adoptée par M. Poincaré, la pensée me vient, on pourrait dire une certitude, que de toutes les puissances la France est la seule qui, pour ne pas dire qu'elle désire la guerre, la verrait tout de même sans trop de regrets. En tout cas, rien ne m'a montré que la France ait participé activement au travail dans le sens d'un compromis. Car, le compromis, c'est la paix; de l'autre côté du compromis, il y a la guerre.

Le comte Benckendorff reconnaît que l'Allemagne a travaillé pour le maintien de la paix. Puis revenant à la France :

La situation telle que je puis la juger m'apparaît comme le résultat du désir sincère de toutes les puissances de travailler au maintien de la paix. Mais, de toutes, c'est la France qui relativement accepterait la guerre avec le plus de philosophie.

Pour employer une formule connue, la France s'est « de nouveau ressaisie ». A tort ou à raison, elle a une confiance entière dans son armée; l'ancienne rancune qui fermement est réapparue, et la France pourrait très bien concevoir que les circonstances soient plus favorables aujourd'hui qu'elles ne pourraient être plus tard...

Münchener Neueste Nachrichten, 5.VI.17. — Les buts de guerre de l'Autriche-Hongrie.

L'Autriche ne vise aucun but d'annexion vis-à-vis de la Russie. Au sud elle a besoin du Lovcen pour la sécurité de Cattaro. Elle ne peut tolérer que l'Italie définitivement installée à Valona commande l'Adriatique. Elle veut une Albanie libre mais étroitement unie aux puissances centrales par une alliance :

La tâche la plus ardue qu'aura à résoudre la diplomatie autrichienne dans les temps prochains réside dans le problème balkanique qui a commencé à être traité par l'offensive de Mackensen en automne 1915. La Bulgarie ayant déjà fait connaître que l'annexion de la Dobroudja et de la partie bulgare de la Serbie faisaient partie de ses buts de guerre, on désire naturellement en Autriche une frontière commune

avec la nouvelle puissance balkanique qui solutionne en même temps la question du Danube. Ce fleuve qui a pour les puissances centrales l'importance d'une artère vitale doit être délivré jusqu'à la mer Noire des entraves que la politique tortueuse de la Serbie et de la Roumanie ont apporté jusqu'ici à la navigation...

Les *Münchener Neueste* ne trouvent pas ce programme excessif et pensent qu'en ce qui concerne l'Autriche il pourrait être appliqué avec la clause d'indemnité pour le dommage subi que proclament les ennemis, mais les puissances centrales ayant versé leur sang ensemble sur presque tous les champs de bataille, l'Autriche ne saurait avoir des buts de guerre séparés. Il faut que ceux-ci soient traités dans leur ensemble par les centraux et les *Münchener Neueste* trouvent qu'il faut attendre que la situation soit plus claire avant d'entrer dans les détails des revendications de la nouvelle Bulgarie.

Leipziger Neueste Nachrichten, 6.VI.17. — La peur de la vérité:

Les faiseurs de guerre et ceux qui y poussent craignent la contagion. Ils craignent que par le chemin détourné de Stockholm ne passe en contrebande une parcelle de la vérité que jusqu'à présent avec une adresse incontestable, on a tenu cachée aux peuples occidentaux. Plutôt que de s'exposer à ce danger les forts en gueule démocrates qui se sont jusqu'ici, et non sans succès, fait passer pour les gardiens de la liberté préfèrent laisser tomber leur masque et se transforment en tyrans bureaucratiques tels que la Russie absolutiste n'en a pas vu de plus beaux.

Vossische Zeitung, 6.V.17. — La France veut l'Alsace-Lorraine:

Les neuf-dixièmes des représentants élus du peuple français se déclarent donc pour la continuation de la guerre jusqu'à « destruction du militarisme prussien », jusqu'au moment où la « restitution » de l'Alsace-Lorraine pourra être exigée. Bien que le parlement français ait pris cette décision la majorité de ses membres doit pourtant savoir que ce but ne sera jamais atteint. L'Alsace-Lorraine est terre allemande et restera allemande. La résolution de la Chambre des députés s'explique si l'on tient compte que le peuple français continuellement induit en erreur par des mensonges et excité par une presse sans scrupules a été saisi de l'hallucination que l'Alsace-Lorraine pourrait être reprise un jour. Le gouvernement doit chercher à entretenir cette espérance dans le peuple car il connaît parfaitement les conséquences de la fin de cette croyance, lorsque la France devra reconnaître de quelle manière irresponsable les dirigeants ont égaré et trompé le pays. Nous savons que ce moment viendra.

Norddeutsche Allgemeine Zeitung, 6.VI.17. — Les secrets de l'Entente. (Résumé.)

Le journal salue la décision prise par M. Ribot de publier tous les documents relatifs à l'avant-guerre et il se demande jusqu'à quel point M. Ribot pourra rompre avec l'hypocrisie anglaise. Le journal passe en revue les divers voyages faits par des personnalités françaises à Pétersbourg et rappelle que dans son dernier déplacement, juste avant la guerre, M. Poincaré a déposé sur le sarcophage de l'empereur Alexandre un sabre d'argent symbolique. « Si tout ce que M. Ribot annonce est vraiment mis prochainement sous les yeux du monde entier, le rôle de Poincaré comme excitateur guerrier ressortira encore bien plus clairement que jusqu'ici. Documents secrets sur documents secrets!

M. Ribot aura de la peine à n'en point oublier. » Puis avançant les révélations du gouvernement français, la « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » écrit que le 9 janvier 1913 déjà, le baron van der Elst, directeur politique au ministère des affaires étrangères belge, a fait un rapport sur une conversation avec un diplomate français dans lequel il est dit: « C'est certain, — me dit-il, — que la supériorité du canon français est telle que dans un combat d'artillerie les Allemands devraient bientôt cesser le feu, notre feu à tir rapide les anéantirait.

« ... Chacun en France désire la fin du malaise qui pèse sur la situation et qui se prolonge trop et on se sent prêt. Quoique qu'il n'existe aucune convention écrite, la coopération anglaise est en réalité déjà réglée dans ses plus petits détails comme si une alliance était conclue entre les deux peuples. Les troupes anglaises débarqueront à Calais, Dunkerque et Boulogne. La situation de la Russie est meilleure que l'on ne croit, son armée est en bon état et en cas de guerre rendra d'importants services. »

Ce qui montre à quel point l'Angleterre était préparée, termine la « Norddeutsche Allgemeine Zeitung », ressort d'une déclaration faite en 1912 déjà par l'homme de confiance de Haldane: « L'Angleterre était absolument prête à remplir ses engagements. C'est un non sens de dire que le gouvernement britannique a été surpris. Il ne restait plus rien d'autre à faire que, l'arme au pied, attendre l'heure. »

Frankfurter Zeitung, 8.VI.17. — Bulletin:

Il ne saurait y avoir de doute qu'Iskowski doit être compté parmi les diplomates qui ont poussé à cette guerre avec autant d'inconscience que d'énergie et d'activité. La nouvelle Russie n'en a plus voulu comme représentant, non à cause de son animosité contre l'Allemagne, mais sûrement parce que les républicains ne veulent plus rien avoir de commun avec cette diplomatie tortueuse et malpropre à laquelle se mêlent peut-être encore d'autres malpropretés. Il faut se réjouir si on peut entrevoir par cette démission un renoncement décisif à la politique étrangère genre Iskowski, dans l'intérêt de la future vie commune des peuples européens.

Kölnische Zeitung, 8.VI.17. — Le bombardement d'Algésiras.

On écrit au journal: « Il est difficile d'admettre, pour quiconque connaît les lieux, que ce bombardement a été effectué par erreur. Il faut chercher une autre cause.

Lloyd George a cru intimider l'Espagne et la rendre plus favorable à l'Entente, motif des coups de canon de Gibraltar. Bien mieux: toute la manœuvre de l'artillerie anglaise ressemble terriblement à un pointage des batteries sur la petite ville espagnole, car suivant les dires de sources techniques maritimes un exercice « d'artillerie dans cette direction ne saurait se justifier à cause des bas-fonds ». Par sa manière de procéder, Lloyd George a choisi la plus mauvaise voie pour arriver à son but car l'Espagne ne se laissera pas influencer par les tentatives d'intimidation de l'Angleterre et ne manquera pas de protester énergiquement contre un pareil attentat à la neutralité jusqu'ici sans précédents.

Münchener Neueste Nachrichten, 9.VI.17. — La bataille des Flandres:

S'il fallait prouver encore que l'Angleterre est obligée de se donner de l'air d'une façon quelconque sur terre ferme par suite de la pression exercée par les sous-marins, la bataille commencée le 7 juin dans les Flandres le prouverait doublement. Il y a à peine un mois que la grande double offensive anglo-française à Arras et sur l'Aisne est terminée et déjà les troupes anglaises doivent être rassemblées

en des nouvelles masses et se lancer à l'attaque des lignes allemandes pour obtenir la percée qui a si souvent échoué. Si l'on compare les périodes de recueillement qui ont suivi les grandes offensives ennemies de l'automne 1915 et de l'été 1916 avec le délai d'un mois écoulé entre les batailles

d'Arras et des Flandres, on peut voir clairement combien la situation de guerre s'est modifiée depuis une année. Le temps n'est plus l'allié de l'Entente, il est devenu l'ennemi implacable des puissances occidentales, en première ligne de l'Angleterre.

ITALIE

La Stampa, 31.V.17. — Préparatifs navals et guerriers aux Etats-Unis:

... Mais les propagandistes allemands aux Etats-Unis ne désarment pas. La tactique de l'Allemagne aux Etats-Unis consiste à s'abstenir de toute attaque extérieure qui pourrait actuellement soulever l'opinion publique américaine contre l'Empire allemand, elle a par contre recours à une propagande intense pour renouveler l'agitation pacifiste, diviser l'opinion publique, et provoquer des désordres à l'intérieur du pays. Dimanche, à Chicago une véritable bataille a eu lieu à l'Auditorium et dans les rues, entre socialistes pacifistes et agents de police. Quelques-uns furent blessés et plusieurs furent arrêtés. Le même jour à Cleveland, des socialistes protestèrent bruyamment contre le service militaire obligatoire. Des arrestations furent effectuées à Détroit, Seattle, Lynn, Dallas, Charleston, à la suite de la découverte d'un complot ourdi contre la conscription.

Il Secolo, 1.VI.17. — Pour le sauvetage de l'Autriche:

Le journal des neutralistes italiens a publié le texte d'un questionnaire que la commission promotrice de la conférence de Stockholm aurait adressé aux partis socialistes des divers pays, pour formuler le programme préliminaire de cette conférence. Ce questionnaire comprend, en premier lieu, les points suivants: « Conditions de paix; bases générales de la paix; droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes; autonomie des nationalités; annexions; indemnités de guerre; application de ces principes aux cas concrets: Belgique, Serbie, autres pays balkaniques, Pologne, Finlande, Alsace-Lorraine, Schleswig, Arménie, Ukraine, Bohême, Juifs... »

Sauf erreur d'imprimerie, il est évident que tout problème italien est exclu de la discussion. On ne souffle mot de nos terres irrédentées, comme si elles n'existaient pas.

... Cela fait penser que le programme d'une telle conférence a été rédigé par ces socialistes autrichiens qui s'apprêtent à soutenir au parlement la thèse de la paix sans annexions, savoir sans réintégrations nationales; thèse qui, si elle était acceptée, profiterait surtout à l'Autriche, de sorte que la maison des Habsbourg ne serait pas obligée de restituer les territoires sur lesquels elle exerce depuis assez longtemps un arbitraire droit de conquête et de domination.

L'Idée nazionale, 1.VI.17. — Le départ des Allemands:

On nous écrit de Savone qu'après deux longues années de séjour délétère, les sujets austro-hongrois, abondamment répandus dans la riviéra de la Ligurie, préparent finalement leurs valises.

... Les gens de bonne composition — ceux qui se contentent toujours de peu — se frottent les mains en disant: « Mieux vaut tard que jamais ». Mais, cette espèce d'absolution hâtive ne paraît pas être appropriée à l'action nuisible prolongée, que le coupable acquiescement du gouvernement a permis d'accomplir, au dommage de la nation.

En effet, la mesure tardive ne peut avoir qu'une efficacité limitée. Les autrichiens et les allemands qui infestaient nos

plages, favorisant l'œuvre des ennemis, s'en vont, mais les intrigues qu'ils ont ourdies et les racines diffuses de leur œuvre, restent attachées à notre sol fécond.

La Stampa, 2.VI.17. — L'initiative russe et le gouvernement anglais.

... La vérité est qu'un congrès international socialiste, en ce moment, ne peut se présenter que sous deux aspects: celui d'une vessie pleine d'air chaud, ou celui d'un volcan. Dans le premier cas, il vaut mieux que la vessie se dégonfle sous le choc des discussions, tandis que dans le second cas, il ne serait pas prudent de mettre un éteignoir sur le Vésuve. De là, la décision du gouvernement anglais d'accorder les passeports, même aux socialistes pacifistes.

Corriere della Sera, 3.VI.17. — Buts et instruments de propagande:

L'Italie est arrivée à un curieux tournant de l'histoire. Il y a défaut d'équilibre entre l'estime qu'elle suscite et la confiance qu'elle inspire, comme entre la crainte et l'amour qu'on lui témoigne. Elle est, en résumé, plus redoutée qu'aimée.

... Nous sommes en ce jour, comme une personne qui aurait quelques ennemis acharnés et quelques amis tièdes. Et cela est dû, partie à notre négligence et à notre faute, et partie aussi, à des circonstances accablantes, telles que notre participation forcée et prolongée à la Triplice, et aux difficultés d'en sortir, à guerre déclarée (ouverte). Outre la méchanceté des hommes, ces causes sont dues à la nature même des choses. Il y a, dans la vie de chaque individu, une époque dans laquelle, au seuil de la maturité, la jalousie et la crainte viennent barrer la route qu'il doit suivre. Il en est de même pour la vie des nations.

La propagande doit agir pour rendre moins dures ces années de transformation.

... On pense, en trop de lieux, que la neutralité et l'intervention italiennes furent inspirées par des calculs purement égoïstes, que notre conduite dans la guerre est imprégnée de particularisme et de réticences, que nos aspirations territoriales sont égoïstes et dangereuses pour la future tranquillité des peuples, suggérées par une mentalité prussienne et contraires, en partie du moins, aux idées des peuples libres. La propagande doit démontrer que notre neutralité et notre intervention furent déterminées par des motifs humains et européens, avant même de mettre en ligne de compte nos raisons nationales.

L'Idée nazionale, 3.VI.17. — Le programme de Stockholm et les déclarations de Ribot.

... Dépouillé de ce nouvel appareil dont on l'avait entouré, pour entraîner des transactions électorales, et de périlleuses ingénuités, le congrès de Stockholm se présente maintenant sous son véritable caractère germanique, comme une offensive de paix dirigée contre l'Entente, périlleuse pour l'Italie plus encore que pour l'Entente.

Il est bon de relever ceci: tous les programmes de liberté, d'autonomie, de droit national, ne soufflent pas mot de l'Italie. L'Italie n'apparaît ni parmi les pays qui ont droit à des réintégrations nationales ni parmi ceux aux-

quels la nouvelle organisation européenne doit donner une nouvelle et plus large vie.

Les fermes paroles de Ribot éclaircissent une situation qui était devenue assez obscure :

Les conditions de paix qui ont été discutées au Conseil national des socialistes français et que Cachin et Moutet ont apportées de la Russie, fixent le droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes et citent les nations auxquelles ce droit rendra la liberté, mais il n'est pas question de l'Italie, du Trentin, de l'Istrie, de la Dalmatie.

Les socialistes russes et français savent bien que la question italienne est le point culminant de l'intransigeance des Empires centraux, et ils préfèrent ne pas en parler ; il est surtout intéressant de constater que leurs préoccupations sont charitablement partagées par les socialistes autrichiens.

L'Idée nationale, 4.VI.17. — Enseignements :

Un exemple : Il y a une dizaine de jours, la république démocratique nord-américaine refusait à ses socialistes les passeports pour Stockholm ; hier la république démocratique française refusait également les passeports à ses socialistes pour se rendre à Stockholm.

... Même, dans cette guerre, l'Angleterre démocratique, gouvernée par le jacobin Lloyd George, se prépare avec la collaboration de l'Italie et de la France, à arracher de nouvelles populations, de nouvelles terres, de nouvelles voies de trafic, à la sénile barbarie ottomane, pour les rendre à la civilisation humaine, par la civilisation impériale, tandis que la démocratique Russie en refusant la possession de Constantinople, des Détroits et de l'Arménie, soustrait, de propos délibéré, peuples, terres, trafic, à la civilisation européenne et prétendrait imposer ce même renoncement à ses alliés. Tout en suivant chacune la loi naturelle de sa propre puissance, qui des deux : Russie ou Angleterre, sert la cause de la civilisation ? La réponse est par trop évidente, pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Avanti, 4.VI.17. — Les dangers des restrictions :

... En refusant l'autorisation du voyage de Stockholm, le premier français — malgré ses déclarations « sur le précieus concours que le parti socialiste n'a cessé d'apporter tant au gouvernement qu'à la Chambre et au dehors » — a formellement contesté, le patriotisme, la clairvoyance, la dignité politique, ou toutes ces choses à la fois, aux socialistes français qui « à l'unanimité » dans un congrès où participèrent tous leurs leaders, ne surent voir tant de si graves et imminents dangers dans leur voyage en Suède. Et après avoir mis en doute et suspecté la politique extérieure du Parti socialiste, le ministre français a encore contesté la valeur morale de la politique que les socialistes français font dans le champ du travail. Nous avons appris par leurs journaux, ces mouvements ouvriers, que M. Ribot affirme être guidés par « des hommes qui se cachent » ; il est opportun, dit-il, de veiller « afin que des étrangers ne puissent troubler la tranquillité publique, en France ». Dans le compte-rendu du Conseil national, qui a eu lieu à Paris, nous avons lu que, par acclamations, un de ces « étrangers », contre lesquels le chef du gouvernement français, s'acharne avec une ardeur juvénile, vient d'être appelé à la présidence.

Une telle conception erronée de la responsabilité politique gouvernementale a posé M. Ribot non seulement en adversaire du Parti socialiste de France, mais — idéalement du moins — en opposant aux gouvernements alliés de Russie, d'Angleterre et d'Italie.

La Tribuna, 4.VI.17. — Cronstadt et autre :

... L'exagération dans la pratique, l'abus de la liberté conquise et l'absence d'un pouvoir régulateur quelconque, sont les caractéristiques par lesquelles la révolution russe s'est manifestée et continue son cours. On peut s'imaginer comment l'ennemi — qui en ce moment emploie ses premières embûches, celles du poison détracteur — travaille de toutes ses forces pour tirer profit de cette situation et fait tout son possible pour accroître ces excès. Et il y réussit. Les faits de Cronstadt naissent ainsi, et les fraternisations sur le front, plaie qui n'a pas encore cessé, comme le constate le ministre Kerenski, en sont aussi le résultat. A tel point que le nouveau gouvernement provisoire tout en révoquant le décret tsariste — qui avait donné au monde entier un exemple salutaire — a senti maintenant le besoin de condamner à l'emprisonnement ceux qui abusent des liqueurs.

Corriere della Sera, 5. VI.17. — L'Albanie unie et indépendante sous l'égide de l'Italie :

A ce qu'on affirme il a semblé opportun, d'offrir une preuve convaincante de la loyauté de nos intentions, d'un côté à la Russie et de l'autre à la grande démocratie américaine avec laquelle nous entrons maintenant en rapports plus intimes. A la Russie en voie de transformation, portée par un phénomène naturel dans les crises profondes, comme celle qu'elle traverse, au doute sur les projets d'autrui, il était préférable d'exposer clairement nos pensées, ainsi qu'aux Etats-Unis, qui ne sont pas encore entièrement éclairés sur la véritable situation de l'Adriatique, sur la nécessité de notre défense et sur le programme de notre future action. Les paroles de la proclamation garantissant l'unité et l'indépendance de l'Albanie, sous l'égide, nécessaire à sa défense contre toute attaque et toute perfidie, sont trop limpides pour qu'une insinuation quelconque soit possible à l'égard de nos intentions.

... Dans tous les cercles politiques, on a la conviction que l'initiative de la proclamation n'a pu être prise qu'avec la pleine et cordiale adhésion des Alliés, qui ont certainement dû reconnaître pour l'Italie l'importance essentielle du problème albanais.

Il Secolo, 5.VI.17. — La proclamation de l'indépendance de l'Albanie sous le protectorat italien :

L'Albanie est appelée à établir sa propre indépendance, en participant à la guerre pour la liberté, en chassant les ennemis qui l'occupent en grande partie, l'humilient et l'appauvrissent. Elle aura, ensuite, la faculté de tracer ses limites et d'établir l'organisation de son gouvernement, selon le libre vote de sa population.

Si telle est l'interprétation réelle du document, il va sans dire que le protectorat dont il y est fait mention doit être interprété dans un sens moral et diplomatique, et que toute idée de complication, qui répugnerait à la conscience italienne, doit être exclue. Et nous croyons qu'il faut considérer comme calomniatrice l'opinion de ces prussiens (il en existe, malheureusement, chez nous aussi, qui s'efforcent de compromettre le renom et les intérêts de la patrie) qui affirment que ce protectorat sera un motif d'intimidations insolentes aux serbes, aux grecs, et peut-être même aux représentants des armées alliées.

... Afin d'éviter tout équivoque, il aurait mieux valu que la déclaration de l'indépendance albanaise, fut accompagnée de l'adhésion de tous les alliés ; il n'est pas douteux toutefois que l'Italie n'ait agi que par explicite délégation des puissances alliées, car aucun ministre italien, sans

cela, n'aurait pris une si grave et si dangereuse responsabilité.

La Stampa, 5.VI.17. — Hors de la réalité :

Nous n'avons pas commenté le document présenté par les partis interventistes, au président du Conseil, M. Boselli, parce que nous ne croyions pas devoir lui attribuer une importance spéciale. Il est la répétition d'une série d'autres éléments tels que nouvelles, articles de journaux, discours, ordre du jour de comités, etc., par le moyen desquels on reprend l'ancienne campagne pour demander au gouvernement une attitude plus ferme — c'est l'euphémisme à la mode — tour à tour contre les catholiques, les socialistes, et la bourgeoisie libérale qui n'a pas voulu la guerre.

Nous ne croyons pas devoir réagir contre cette attitude des partis interventistes: il y a tant de braves gens qui, pour des raisons physiques ou morales ne ressentent pas la nécessité d'aller au front, mais qui depuis deux ans sentent un besoin irrésistible de sauver la patrie, avec des paroles et de l'encre, au moins quatre fois par an, à chaque changement de saison, et nous ne savons pas pourquoi nous devrions leur refuser cette innocente satisfaction. Mais nous ne voulons pas passer sous silence certaines grossières exagérations qui leur échappent dans ces exercices patriotiques, et qui pourraient produire à l'étranger une très mauvaise impression à l'égard de la résistance morale et de la culture intellectuelle des Italiens.

Nous lisons, en effet, dans les quotidiens qui représentent les partis interventistes, des dénonciations catégoriques contre tous ceux qui étant hostiles à la guerre, se livrent à une action subtile et occulte afin de la saboter et de la terminer à n'importe quel prix.

... Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur fureur héroïque, qu'ils font eux-mêmes un grand tort à la guerre, car si leurs accusations étaient exactes, les étrangers pourraient en tirer la conclusion suivante: qu'un nombre relativement exigu a voulu la guerre en Italie, contre la volonté de la grande majorité du pays.

L'Ida nazionale, 5.VI.17. — Une date mémorable :

Avec l'Autriche, nous résolvons par les armes, la querelle séculaire qui avait été immobilisée par l'alliance. Au Nord, les slaves qui nous doivent le salut de leur armée en deroute qui n'attendait plus que de nous leur première chance d'être sauvée, ne peuvent plus protester ou opposer de prétentions à notre droit; au Sud les protestations et les prétentions grecques s'effacent devant leur intrigante pusillanimité. Valona et l'Albanie méridionale sont en notre pouvoir; deux ans d'occupation italienne leur ont donné des routes, des ponts, des assainissements, œuvres par lesquelles l'armée italienne marque romainement le progrès de sa victoire. Aujourd'hui, à Argiurocastro, capitale de l'Albanie méridionale, l'Italie accorde solennellement à tout le peuple albanais, y compris l'éphémère république de Coritza — son indépendance — et lui promet de la guider par la sagesse de ses lois et de le défendre par la force de ses armes. Le formidable problème de l'Adriatique est à moitié résolu.

Corriere della Sera, 6.VI.17. — L'Amérique en guerre :

Les Etats-Unis sont entrés en guerre depuis plusieurs semaines; mais la guerre est encore bornée aux démonstrations publiques et aux courtoisies internationales... Le congrès marche avec des pieds de plomb, il a autorisé le pré-

sident à dépenser 35 milliards, mais il n'a pas encore dit de quelle manière et les députés sont encore en train de se disputer pour savoir s'il vaut mieux recourir aux engagements volontaires ou à la conscription, pour rassembler ce million de soldats que l'on juge nécessaire pour les opérations militaires.

... Les Américains sont un peu comme les Anglais: ils se meuvent lentement. Quelques fois même ils commencent à marcher à reculons: quand le projet gouvernemental pour la conscription «sélectionnée» annonça que les hommes mariés seraient exclus du service militaire, il y eut foule, non aux bureaux de recrutement, mais aux bureaux des publications matrimoniales, et la ruée cessa après la déclaration officielle que les mariages contractés après la déclaration de guerre ne seraient pas pris en considération.

... Les efforts des pacifistes servent à peu de chose, maintenant que le président s'est décidé pour la guerre, on peut être sûr qu'il fera les choses comme il le faut.

L'Avanti, 6.VI.17. — Polémiques entre croisés :

Tandis que, Moïses modernes, sans barbe et sans auréole, les renforts turcs ont arrêté les Anglais sur le seuil de la terre promise et interdit l'entrée de la ville de Gaza dont la possession est indispensable à celui qui tente d'envahir la Palestine, les braves nationalistes transalpins et cisalpins, anticipant sur les événements, ne perdent pas de temps pour affirmer leurs «droits» sur cette région inviolée. Pendant que les Français, qui n'ont jamais fait un mystère de leurs prétentions sur la Syrie, se croyaient sûrs de mettre dans leur panier le fruit mûri par la force britannique, voilà les confrères italiens, insoupçonnés et inattendus, qui viennent revendiquer pour leur pays la domination des lieux saints: ou du moins, (certaines exigences peuvent sembler grotesques même à un Corradin) leur neutralisation, une domination partagée avec égalité de souveraineté par les principaux Etats de l'Entente.

La proposition a paru acerbe aux impérialistes gaulois: ils la prirent presque au sérieux; mais voyant que ce programme était librement proclamé, malgré les rigueurs de la censure, ils s'en inquiétèrent sérieusement, pensant qu'il ne déplaisait pas à notre gouvernement, et alors ils commencèrent à l'attaquer dans différents journaux.

Il Secolo, 7.VI.17. — Explications nécessaires :

Aucun éclaircissement officiel n'est venu apporter un peu de lumière sur l'origine et l'opportunité de l'acte diplomatique, par lequel on annonçait à Argiurocastro, le protectorat italien sur l'Albanie indépendante. Nous sommes donc encore obligés de nous tenir dans le champ des hypothèses, qui sont multiples et se prêtent à diverses interprétations.

... Avant d'entamer une discussion quelconque, il faudrait résoudre deux questions préliminaires, savoir: l'acte initial de l'indépendance albanaise, publié sous la responsabilité immédiate de notre ministre des affaires étrangères, est-il né d'une délibération unanime du ministère national et a-t-il reçu le consentement préalable des gouvernements de l'Entente. Il serait facile de répondre à la première question en commentant l'ajournement de la réunion du Conseil des ministres, qui était convoquée hier et, si elle n'avait pas été prorogée, on aurait pu y constater l'absence, non involontaire de quelques ministres. En suivant toujours la méthode des suppositions, on pourrait donner à la deuxième question une réponse concluante, en citant certains articles parus dans la presse des pays alliés; mais ces citations nous seraient probablement interdites.

... Nous devons savoir si la guerre nous conduit vers la démocratie ou vers la dictature secrète de la diplomatie. Après quoi, nous discuterons la question de l'Albanie et de l'Epire.

RUSSIE

Rousskoïe Slovo, 12.V.17. — Conférence socialiste :

Le bureau des relations internationales du Conseil des délégués ouvriers et soldats a envoyé par l'intermédiaire de l'agence télégraphique de Pétrograd le télégramme suivant en Angleterre, en France, en Italie, en Suisse et en Suède :

« Le comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats invite les camarades Brizon, Longuet et autres représentants de la section d'opposition du parti socialiste ouvrier français, ceux du parti ouvrier anglais indépendant, du parti socialiste britannique et du parti social-démocrate italien à envoyer leurs délégués à Pétrograd. Le Comité exécutif veut transmettre par les délégués un salut de la révolution russe à tous ces prolétaires, qui, simultanément, avec les ouvriers de Russie sont animés par la pensée de mettre fin, par un effort commun de la classe ouvrière internationale, à la boucherie qui anéantit le monde et empoisonne l'âme de l'humanité ».

En même temps le même bureau a envoyé par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères le télégramme suivant aux gouvernements anglais, français et italien :

« Le Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats exprime l'espoir que les gouvernements anglais, français et italien faciliteront par tous moyens le voyage des délégations invitées à Pétrograd, soit les délégations du parti social-démocrate italien, du parti ouvrier anglais indépendant, du parti britannique socialiste, des fractions d'opposition du parti socialiste français présidées par Brizon et Longuet. Le Comité exécutif attend une réponse favorable des gouvernements anglais, français et italien.

Rousskoïe Slovo, 12.V.17. — Une université au front :

Dans une division du front de Riga s'est ouverte la première université populaire russe dans l'armée; elle a pour but de préparer des propagandistes soldats et officiers. L'officier Lerman élu directeur a prononcé le discours d'inauguration. Il a fait ensuite en présence de 500 députés officiers et soldats de la division le premier cours de droit public. Ce cours ainsi que le fait d'inauguration d'une université à proximité immédiate du front ont eu un grand succès.

Rousskoïe Slovo, 13.V.17. — Albert Thomas au Comité exécutif du Conseil des députés :

Le ministre français Albert Thomas a été reçu par le Comité exécutif du Conseil des députés. Le président Tchkeïdzé a complimenté le ministre et l'a prié d'exposer son point de vue sur la situation actuelle. Albert Thomas a analysé les erreurs qui peuvent surgir chez les socialistes français sur les idées qui animent les socialistes russes. Il a exposé ensuite pourquoi la majorité des socialistes français ne croit pas une rencontre possible avec la majorité des socialistes allemands, à une conférence convoquée sans élaboration préalable des principes généraux. Il serait à souhaiter que les partis socialistes formulassent clairement leurs principes. Il faut cependant prendre des mesures pour que cet effort ne serve pas de prétexte à une nouvelle intrigue allemande.

Albert Thomas rappelle ensuite toutes les intrigues allemandes depuis le commencement de la guerre. Depuis la révolution russe et l'entrée en guerre des États-Unis, les socialistes de l'occident ne peuvent consentir à ce que la démocratie discute les buts de la guerre que si ils sont sûrs que la guerre sera menée avec l'énergie nécessaire.

Les buts de la guerre comme les comprend la démocratie internationale ne seront jamais acceptés par le militarisme prussien. Pour réaliser les buts démocratiques il faut par un effort commun vaincre l'Allemagne.

Rousskoïe Slovo, 13.V.17. — La conférence des socialistes :

Le socialiste belge, Camille Huysmans, secrétaire du bureau, qui sous la présidence de Branting prépare la future conférence socialiste proteste énergiquement contre les craintes que cette conférence pourrait faire le jeu de l'Allemagne.

Je suis belge, a-t-il dit, j'ai vécu 18 mois sous la botte allemande et sais combien ce joug est effrayant. Je ne souhaite à aucun peuple de l'éprouver. Je ne suis pas partisan d'une paix à tout prix. Je crois impossible de conclure la paix avec la réaction allemande. Il y avait en Europe deux centres de réaction: Pétrograd et Berlin. Celui de Pétrograd est détruit par l'admirable effort du peuple russe, celui de Berlin doit également disparaître. C'est le préluce indispensable de la paix. La réaction allemande doit être vaincue. Si le peuple allemand ne le fait pas lui-même de l'intérieur, les alliés doivent le faire de l'extérieur, même si la guerre devait durer encore une année ou des années. Une Allemagne, où la démocratie ne serait pas victorieuse, serait une menace perpétuelle à la face de l'Europe et à l'indépendance des peuples. Cette opinion est partagée par tous les organisateurs de la conférence, même par ces socialistes neutres isolés qu'on appelle, je ne sais pourquoi, germanophiles.

La conférence s'occupera des principes qui étaient toujours proclamés par les meilleurs hommes des pays alliés et qui longtemps avant la guerre étaient reconnus par les socialistes du monde entier: la liberté des peuples, leur droit de disposer d'eux-mêmes et une paix internationale durable. C'est ce qu'ont à présent formulé Wilson et le gouvernement provisoire russe.

Nous n'avons ni formule de paix, ni résolutions préparées. Le but de la conférence est de chercher honnêtement une formule, pouvant concilier nos exigences idéalistes avec la vie réelle. Nous croyons qu'une des principales causes de la guerre est l'avenir incertain, les peuples ne se représentant pas ce que seront la vie de l'Europe et les relations internationales quand le tonnerre de l'artillerie aura cessé.

Quand l'avenir s'annoncera clairement, quand la formule des relations entre les peuples sera trouvée la guerre cessera immédiatement. Personne ne voudra plus verser le sang, car il n'y aura pas de raison pour le faire. Une conférence composée des représentants sérieux du socialisme européen est capable, j'en suis profondément persuadé, de résoudre ce problème important.

Rousskoïe Slovo, 13.V.17.

Les résolutions suivantes ont été adoptées à la clôture de la conférence des socialistes révolutionnaires de Moscou :

1. Question agraire : Considérant que notre exigence immuable dans la question agraire est la socialisation de la terre, savoir que la terre doit devenir la propriété de tout le peuple, la conférence croit que cette socialisation ne peut être réalisée par des expropriations partielles effectuées par des individus, des groupes ou des classes et que ces expropriations sont inutiles et dangereuses pour l'œuvre de la révolution. La socialisation de la terre doit être faite d'une

façon légale par l'Assemblée constituante. Le parti doit travailler à préparer l'étude de tout ce qui concerne la question agraire.

2. Conseils des députés paysans. Pour défendre les intérêts des paysans travailleurs et de toute la démocratie russe il faut au plus vite organiser toutes les classes de paysans. La meilleure forme de l'organisation des paysans sont les Conseils locaux des députés paysans réunis par un Conseil des députés paysans de toute la Russie. Les organisations du parti socialiste révolutionnaire doivent contribuer à l'organisation de ces Conseils et y prendre une part active de façon à orienter ce travail.

Rousskoïe Slovo, 13.V.17. — Le congrès des paysans du département de Moscou :

Hier s'est ouverte, à Moscou, la première conférence départementale des députés paysans. Les représentants de tous les districts du département de Moscou étaient présents, il y en avait 500.

Les paysans ont commencé à organiser leurs Conseils plus tard que les ouvriers et les soldats, malgré cela de nombreux départements ont déjà leurs Conseils; une conférence des députés paysans de toute la Russie se réunira le 14 mai à Petrograd.

A la conférence d'hier les paysans se sont groupés par districts; une organisation et une union fermes se marquaient déjà. Le congrès est ouvert par un membre du bureau d'organisation, M. Kiltchevsky.

« Je salue, a-t-il dit, les citoyens paysans venus ici non comme par le passé pour être pendus ou fessés, mais bien comme les maîtres de la terre russe! » Il a exposé les travaux préparatoires de cette réunion et a dit: Par l'ouverture de ce congrès notre travail à nous est terminé, c'est à vous d'organiser votre Conseil départemental permanent des députés paysans.

La « grand'mère » de la révolution russe, Mme E. K. Brechko-Brechkovskoya, montant alors sur l'estrade, est reçue par des applaudissements et des ovations enthousiastes. « Nous avons tous, dans l'enfance, entendu les contes des grand'mères, dit Kiltchevsky, mais il n'en existe pas de plus merveilleux que celui que nous racontait à propos de la terre et de la liberté la grand'mère de la révolution russe, durant les 50 ans de son activité révolutionnaire. »

Un hourrah unanime répond à ces paroles. Brechko-Brechkovskoya, élue présidente d'honneur du congrès, prend la parole, écoutée avec une attention, interrompue de temps à autre par des applaudissements et des « c'est vrai, c'est juste ».

« Je vous connais depuis mon enfance, aussi suis-je persuadée en ce moment solennel de la vie de l'Etat russe que vous, paysans, saurez maintenir l'ordre nécessaire à l'organisation du pays. Vous connaissez les besoins du peuple; aussi voudrais-je que tous les paysans comprennent la grande importance de leur organisation. Si les paysans experts de leurs besoins paysans, les paysans âgés ne comprennent pas leur force, la nécessité de leur participation dans les affaires de l'Etat, il n'y aurait rien de fait. La ville ne connaît pas les besoins de la campagne, voilà pourquoi sans votre voix, sans votre insistance la question de la terre peut ne pas être résolue. Mais vous ne parlerez pas seulement de la terre, vous exigerez des écoles, de l'instruction. Elle parle ensuite de l'Assemblée constituante, des représentants qu'ils doivent y envoyer, des mandats qu'ils doivent leur donner, elle a parlé de la terre et des socialistes révolutionnaires.

« La terre est comme la vie de l'homme; on ne peut marchander la vie de l'homme! Le parti socialiste-révolutionnaire est votre premier ami, il a élaboré le premier projet de loi sur la terre ». On ne la laisse pas terminer, des applaudissements se renouvellent, l'assistance se lève

en son honneur. Elle expose ensuite le rôle du Conseil des députés paysans dans l'œuvre d'organisation de la nouvelle Russie. Le Conseil des députés ouvriers paysans et soldats ne formera qu'une seule unité et représentera la voix de tout le peuple révolutionnaire russe.

Rousskoïe Slovo, 15.V.17. — Une crise gouvernementale :

Le 10 mai, M. Goutchkoït, ministre de la guerre, a adressé au président du Conseil, le prince Lvof, la lettre suivante:

« Etant donné les conditions dans lesquelles est placé le pouvoir du gouvernement, en particulier l'autorité du ministre de la guerre et de la marine, par rapport à l'armée et à la flotte, conditions que je suis impuissant à changer et qui menacent de conséquences fatales la défense de la liberté et l'existence même de la Russie, je ne puis plus exercer les fonctions de ministre de la guerre et de la marine, ni partager la responsabilité pour la grave faute que l'on commet à l'égard de la patrie. »

Rousskoïe Slovo, 15.V.17. — Le congrès des députés paysans du département de Moscou; 2me jour. — Rapport de M. W.-M. Tchernoff (actuellement ministre de l'agriculture, socialiste-révolutionnaire) :

L'orateur expose brièvement l'histoire du parti socialiste-révolutionnaire, les premiers « groupes de frères » — petits groupes isolés de paysans dont le but est la défense des droits du peuple, toutes les étapes traversées par la question agraire durant les 20 ans d'existence du parti socialiste-révolutionnaire.

Jadis on rêvait et attendait, dit-il, que la terre soit donnée par le tsar; à présent le rêve s'est réalisé — la terre est donnée au peuple par le vrai, l'unique tsar — le peuple tout puissant.

Ayant analysé méticuleusement la possibilité réelle de l'idée de la socialisation de la terre. Tchernoff passe aux détails d'ordre pratique. Il parle de la nécessité de hausser considérablement les impôts pour les futurs propriétaires de biens trop étendus, ce qui amènera inévitablement l'égalisation quantitative ainsi que qualitative des unités de terre. Il parle d'organiser dans les propriétés foncières des *zemstvos* des colonies de travailleurs pour les paysans qui n'ont pas de terre; il dit qu'il n'est pas acceptable de racheter les terres, mais qu'il est indispensable de fixer des rentes viagères pour ceux qui étant privés de leurs terres ne pourront pas seuls par leur travail individuel nourrir et élever leurs familles; les capitaux de ces rentes doivent provenir des impôts élevés frappant le revenu des industries de guerre; il invite les citoyens paysans à venir à l'Assemblée constituante pour y résoudre la question agraire en pleine conscience de leur responsabilité devant les générations à venir.

Il termine par la certitude d'un avenir heureux pour les paysans et leurs conseillers — les socialistes-révolutionnaires, qui débutant il n'y a pas vingt ans par les petits groupes de frères sont arrivés aujourd'hui aux Conseils des députés paysans et à l'Assemblée constituante.

Le succès de Tchernoff fut énorme. A l'unanimité on le propose comme président du Conseil des députés paysans de toute la Russie.

Le congrès a voté à l'unanimité la résolution suivante: « Le Congrès des députés paysans du département de Moscou ayant discuté la question agraire conclut que les bases du nouveau régime agraire sont:

1. La propriété privée sur la terre est abolie pour toujours dans les limites de la république russe.
2. La terre avec toutes ses eaux, ses mines et ses forêts devient propriété de tout le peuple.

3. Tous les citoyens et citoyennes ont un droit égal de se servir de la terre à condition de la travailler par leur travail personnel dont les limites ne dépassent pas la norme fixée pour le travail.

4. L'institution définitive du nouveau régime agraire et la solution des problèmes qui en découlent appartient à l'Assemblée constituante.

5. Jusqu'à l'institution du nouveau régime agraire par l'Assemblée constituante l'expropriation par des sociétés ou des citoyens de terres de propriétaires privés, ne peut pas être admise. »

Rousskoïé Slovo, 15.V.17. — Le gouvernement de coalition:

Le soir, sous la présidence de Tcheidzé, a eu lieu une séance extraordinaire du Comité exécutif du Conseil des députés.

Kerensky, venu à la séance, a exposé la situation et on a discuté la question de la participation des représentants des partis socialistes au gouvernement provisoire.

Une séance extraordinaire de toutes les fractions a eu lieu immédiatement. Les minimalistes, les socialistes-révo-

lutionnaires, les travaillistes et les socialistes-nationaux se sont prononcés pour la formation d'un ministère de coalition, les minimalistes-internationalistes et les maximalistes ont voté contre.

Vers minuit le Comité exécutif s'est réuni de nouveau. Par un vote public, à une majorité de 41 voix contre 19 et 2 abstentions, il a été décidé de former un ministère de coalition. Le Comité exécutif a discuté les conditions auxquelles les membres du conseil des partis socialistes rentreront dans le gouvernement provisoire:

1. Une politique extérieure active qui proclame ouvertement comme but à atteindre une paix universelle sans annexions, ni contributions sur la base du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

2. Des mesures actives de démocratisation de l'armée et de renforcement de la combativité du front pour la défense de la liberté.

3. Des réformes sociales, économiques et financières.

4. Hâter la convocation de l'Assemblée constituante. Les ministres socialistes sont responsables devant le Conseil des députés ouvriers et soldats de toute la Russie et jusqu'à sa convocation devant le Conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd.

POLOGNE

Kurjer Poznanski de Posnanie, 3.VI.17. — Les résolutions de la Diète et la presse polonaise:

... Sur le fond de cette situation changée une brèche devait se produire dans la pensée politique polonaise. Ce que les efforts des meilleurs n'ont pu produire, s'est produit spontanément par la force logique des changements que le monde a vécu.

Le peuple polonais a retrouvé son unité politique et par delà les différends de jours passés il a tendu les bras en un geste grand et conciliant vers les buts nouveaux.

Le procès de consolidation de partis au Royaume de Pologne est l'expression politique et pratique de l'union qui s'achève, l'acte de manifestation du Cercle de la Diète à Cracovie est la démonstration solennelle de ce mouvement concentrique qui embrasse la Pologne tout entière.

Des conservateurs aux radicaux, des démocrates-nationaux jusqu'aux socialistes, tous les groupes et camps s'unissent autour de la grande idée commune; le sable de l'oubli couvrait les quelques-uns restés à l'écart.

Le Glos Narodu de Cracovie:

... La résolution du Cercle de la Diète a été votée à l'unanimité. Réjouissons-nous de ce symbole d'union spirituelle dans cette province, car nous nous sommes longtemps divisés nous-mêmes et on nous a brisés. La journée d'avant-hier nous a trouvés unis: notre union résistera, comme le granit, à toutes les tentatives de broyage, et répandra la chaleur dans toutes les âmes polonaises.

Nous avons eu parmi nous nos frères du Royaume. Ils nous ont écouté; ils nous ont approfondi ce jour-là plus qu'ils ne nous pouvaient juger d'après notre politique quotidienne des années passées.

Déjà toute la guerre durant on pensait des deux côtés de l'ancienne frontière, par catégories « douanières ». On disait: Galicie. On disait: Royaume. On se servait de ces conceptions géographiques dans le sens politique. Que les hôtes de Varsovie témoignent donc là-bas, dans la capitale, qu'ils ont compris que notre société, comme intégrité, n'a jamais ratifié ces conceptions de partage, qu'elle les a repoussées par le sain instinct de l'unité nationale. Qu'ils invoquent le grand mot prononcé au palais Wiclopolski dans la journée du 28 mai et qui dit, que la Pologne est ici, que la Pologne est là-bas, comme elle est partout où les Polonais occupent leur terre.

Cette confirmation mâle et décisive de nos droits et de notre unité dans leur réalisation se répandra partout depuis Cracovie.

Il fallait ce cri. Nous l'avons poussé pour tous, à pleins poumons, remplis d'espoir et d'une force à endurer toutes les épreuves, que l'avenir peut nous apporter dans la réalisation de notre but. Car l'histoire marche vers la lumière et rien ne l'arrêtera.

Gazeta Wieczorna de Lwow, 5.VI.17:

... Ceux qui supposent que la déclaration de Cracovie rendra momentanément la réalisation de l'Etat polonais plus difficile proposent de laisser la responsabilité du sort futur de la politique nationale à ceux qui, « à tout prix », ont voulu se faire remarquer comme principaux promoteurs de la déclaration du Cercle de la Diète.

... Il faut reconnaître cette attitude comme absolument fautive.

... Si tout le Cercle de la Diète a solidairement voté la déclaration de lundi, il doit tout entier avec la nation en prendre la responsabilité et le Cercle polonais avec la nation tout entière a l'obligation d'une telle action conséquente, qui faciliterait la réalisation la plus complète de la résolution de Cracovie et contribuerait en même temps au maintien de rapports amicaux, entretenus depuis 1867 et qu'on ne peut point traiter à la légère.

La dynastie est autre chose que le gouvernement; vu ses revendications le Cercle est obligé de faire une politique d'opposition et de persévérer dans cette voie tant que cette politique n'apportera de fruits sérieux et réels.

Car il n'y aurait rien de pire que des concessions prématurées qui abaîsseraient indubitablement l'importance politique du Cercle dans l'Etat et dans le pays et pourraient aussi indirectement nuire à la question polonaise.

Le *Naprzod* de Cracovie, 7.VI.17, publie un article sur « la reconstitution de la Pologne et le problème de la paix, où il analyse le discours du Dr Diamand, député de Lemberg, délégué du Parti socialiste polonais de Galicie et de Silésie à Stockholm:

Le Dr Diamand a rectifié certains points de vue de socialistes austro-allemands, émis à Stockholm, de même

que certains jugements sur la Pologne propagés dans la presse étrangère et il a souligné l'importance que la Pologne gagnera dans le système des Etats européens.

Les socialistes polonais, a-t-il dit, protestent contre les velléités de faire de la Pologne une frontière militaire de l'un ou l'autre côté. La Pologne ne sera le rempart de personne, mais plutôt le « pont » entre la culture occidentale et russe; la Pologne peut apaiser les frottements inévitables provenant du contact direct de deux mondes culturels aussi distincts.

... C'est donc avec raison que le camarade Diamand a

protesté contre les querelles diplomatiques tendant à savoir **de qui nous serons le rempart.**

C'est avec raison qu'il a appuyé, devant les hommes s'occupant des bases d'une paix durable et non d'une menace guerrière, sur ce que la Pologne reconstituée deviendra plutôt un facteur de médiation culturelle.

Ces considérations ont moins de valeur pour nous-mêmes: nous sommes déjà imbus des raisons expliquant notre désir de posséder un pays libre — sans objectif imposé par l'étranger.

AUTRICHE

Reichspost, 1.VI.17. — Après le premier discours du trône de l'empereur Charles:

Le discours du trône est un aveu de foi et de confiance en une Autriche nouvelle plus forte et plus heureuse. Il est touchant et entraînant par la force de profonde, mâle et martiale persuasion qui en émane. C'est un jeune empereur plein de la plus noble volonté, ayant hautement conscience de sa responsabilité, qui s'annonce. Dans le temps présent, nous Autrichiens, n'aurions rien pû demander à Dieu qui soit plus grand qu'un jeune empereur dont le programme est fait de force agissante et d'idéalisme, et qui se sente assez fort pour faire surgir de l'incendie mondial une Autriche nouvelle.

Reichspost, 4.VI.17. — Travail socialiste contre la paix et contre les puissances centrales.

Les pires prévisions de ceux qui connaissent nos chefs socialistes pour les avoir étudiées longtemps ont été dépassées à Stockholm. On aurait pu attendre d'eux qu'ils défendent les intérêts de leur patrie:

Au lieu de cela les chefs des camarades sont allés à Stockholm et ont exposé au monde des buts de guerre personnels, des buts de guerre qui dorénavant sont officiellement reconnus comme étant de « nombreux écarts », réveillant chez les peuples ennemis des espérances irréalisables et ne rendant pas ainsi un bon service à la paix; pour notre monarchie il sont « absolument inacceptables » et simplement « incroyables », outre cela ils choquent enfin notre fidélité et notre loyauté vis-à-vis de notre allié allemand. Ainsi en place de travail pour la paix, c'est une prolongation de la guerre, — en place de travail pour la patrie, c'est du travail pour l'Entente.

Neue Freie Presse, 5. VI. 17. — La chute d'Iswolski. (De notre correspondant parisien).

Iswolski qui s'est maintenu trois mois à peine après la révolution russe est un des hommes qui porte une des plus grandes responsabilités de la guerre:

Iswolski a été l'un des auteurs de la guerre; il a lui-même reconnu que cet honneur impie lui revenait. Quand le 28 juillet il fut de retour de Petrograd où il avait accompagné le président de la république Poincaré, la guerre était déjà certaine et Iswolski a déclaré devant plusieurs personnes

de la société parisienne et de la diplomatie: « C'est ma guerre ».

Neue Freie Presse, 6.VI.17. — Les succès de notre armée du Sud.

Le journal est heureux de constater les succès obtenus à Jamiano par l'armée autrichienne.

C'est justement en ces jours, où les Italiens sont plus éloignés de leur but de guerre, l'entrée dans Trieste, que de source anglaise on nous conseille de céder ce port à l'Italie, sans s'inquiéter des conséquences pouvant en résulter pour nous. Le « Manchester Guardian » nous frappe amicalement sur l'épaule et nous recommande fortement le projet de paix conçu par lui: Suppression du dualisme, renonciation au Tyrol méridional, restauration de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro. L'Angleterre veut payer ses alliés sur notre dos et entreprendre, par-dessus le marché de régler les conditions intérieures de la monarchie suivant son bon plaisir, de telle sorte qu'il serait facile d'étiqueter de futures guerres de la même marque d'apparente et bienfaisante vertu.

Appliquant les conseils anglais, la *Neue Freie Presse* conseille à la Grande-Bretagne, lors de la conclusion de la paix, de ne plus opprimer l'Irlande, mais de lui laisser le libre choix de son sort, voire l'indépendance; de renoncer à l'annexion de l'Égypte proclamée contre tout droit des gens, de prévoir enfin toutes les mesures désirables pour la démocratisation du régime des Indes qu'on pourrait, comme l'Égypte et l'Irlande, aussi laisser statuer librement sur leur sort.

Reichspost, 8.VI.17. — Leçons du congrès de Vienne pour aujourd'hui:

Si l'on considère les accusations qui paraissent toujours à nouveau dans les journaux de l'étranger à propos d'incitation à la guerre, si l'on exige toujours encore que l'empereur allemand soit « puni », on sourit peut-être en présence de ces absurdes manifestations d'une haine violente qui dépasse toutes les bornes et on ne les prend pas au sérieux. Mais il faut les prendre au sérieux, car elles résultent de desseins parfaitement déterminés, d'une ambition préparée systématiquement sur le modèle de ce que l'Angleterre a essayé au congrès de Vienne, il y a cent ans déjà, pour nous ravir les fruits de la fidélité et de la vaillance de nos peuples lors de la conclusion de la paix.

BELGIQUE

Le *XXme Siècle* du 31.V.17 soutient qu'une paix sans « annexions » ni « indemnités » atteindrait en premier lieu le prolétariat industriel qui,

dans ce cas, s'il a du travail, devrait travailler à des salaires de famine, sous la menace renouvelée des déportations, de la ruine et de la faim.

L'Indépendance belge du 31.V.17 décrit « les intrigues du prince von Bulow » arrivé à Lucerne; tout semble indiquer que le prince va tenter un suprême effort pour provoquer un mouvement en faveur de la paix parmi les catholiques de tous les pays.

Après l'internationale socialiste, voici l'internationale catholique romaine qui se met en branle pour nous imposer une paix allemande. Le Rouge et le Noir... c'est dans l'ordre, mais c'est là un jeu auquel les Alliés, forts de leurs droits, ne se laisseront pas prendre.

La Métropole, 1.VI.17. — Représailles ?

Les Boches ne comprennent qu'une politique: la leur, et aussi longtemps qu'on ne leur applique pas la réciprocité ils se fichent de nous. Du jour où ils ont violé la Belgique ils se sont mis hors la loi et de ce jour-là on aurait dû supprimer autant de femelles et de petits qu'on en avait sous la main. Si chaque fois qu'une femme est tuée par un de ces sauvages on prenait au petit bonheur quelques Allemandes d'un camp de concentration et qu'on les pendit aux arbres de la route, les raids d'avions cesseraient comme par enchantement et cela n'empêcherait nullement nos aviateurs d'aller saluer le marché de Trèves ou d'ailleurs de quelques bombes. Je vous demande un peu où serait le mal? Est-ce que quand on rencontre une vipère on se demande à quel sexe elle appartient avant de la tuer? A ce compte-là, c'est la vermine qui nous envahirait et c'est ce qui nous pend au nez si nous continuons à faire du sentiment.

La Métropole, 1.VI.17. — En Russie:

La formule de « Liberté, Egalité, Fraternité » a été transformée avec cette perversité de l'esprit enfantin du moujik russe et elle est devenue la formule de la liberté pour toutes les opinions — surtout de fabrication allemande — l'égalité entre les nations et la fraternité avec l'ennemi.

La Métropole, 2.V.17. — Le Parlement belge de demain. — Idées nouvelles, hommes nouveaux:

Où sont donc passés messieurs nos « honorables »? — puisque c'est ainsi qu'ils s'appellent (eux-même d'ailleurs). Qu'ont-ils fait depuis le début de la guerre et que font-ils maintenant?

On en a vu au Sud-Africain, en Italie, en Espagne, en Russie, aux Etats-Unis, qui ont fait parfois de bonne besogne — et quelquefois (par bêtise) de la mauvaise — après quoi d'autres ont voulu qu'on leur dénichât des missions pléni-potentiaires et capitales dans des républiques de moindre importance.

Certains se sont épanouis dans les commissions de recrutement, devant lesquelles, malgré son grade de général, le roi lui-même eût été cité à comparaître, pour se faire « incorporer dans l'armée », si son âge ne l'eût mis hors d'atteinte. Il va d'ailleurs sans dire qu'après cela le soin de modérer les affaires et de réintroduire l'utilité pratique dans le domaine de la milice n'a incombé qu'à d'autres, jeunes secrétaires ou officiers âgés, dont la gloire pouvait être ternie et dont l'importance ne devait pas « demeurer » de premier plan.

... Ces messieurs possèdent, « dans leur ensemble » (et à de très honorables exceptions près, c'est évident) comme

les pigeons voyageurs, le sens de la direction et celui des vents qui mènent aux colombers bancaires et aux bonnes grosses affaires.

... Qu'ils se répètent au milieu de la louche gymnastique monétaire d'aujourd'hui qu'il y a des témoins qui regardent, retiennent, et pour le moment doivent se taire; que ces témoins n'appartiennent pas tous à la catégorie des arrivistes et des joueurs de coude que l'on contente facilement d'un bout de gâteau!

... Attention! messieurs les hommes politiques! Il y a maintenant dans VOTRE parti, que vous soyez bleu, blanc ou rouge, des gens qui par CONVICTION DÉSINTÉRÉSÉE et par affection pour leur courageuse et magnifique petite patrie, sont prêts à pousser le diable en personne si celui-ci se montre « vraiment » belge et anti-allemand...

Le député socialiste belge, Dr. M. Terwagne, écrit dans *Les Nouvelles* du 4.VI.17, sous le titre: « Les anarchistes de l'Internationale », que depuis la Révolution Russe tous les gouvernements des pays alliés représentent légalement les nations de l'Entente; ils sont donc seuls qualifiés pour s'occuper de la direction de la guerre et pour juger du moment de la paix.

... Les neutres qui veulent solutionner le grand et terrible conflit européen à coup d'ordres du jour et de motions de congrès, veulent en effet former un Etat dans l'Etat, ne tiennent aucun compte des gouvernements légalement constitués, et méconnaissent ainsi le principe qui est à la base de nos démocraties modernes.

En un mot, c'est la pratique de l'anarchie.

... Il restera établi qu'ils ont voulu profiter des difficultés suivi continuellement une action destinée à gêner et à paralyser les gouvernements alliés et qu'ils ont entre autre proposé aux socialistes alliés et spécialement à un ministre belge, E. Vandervelde, de former une commission avec des délégués allemands, et cela malgré les refus répétés des socialistes français et anglais de se rencontrer avec les Allemands.

... Il restera tabli qu'ils ont voulu profiter des difficultés créées par la Révolution Russe pour forcer la main aux gouvernements alliés.

... Le Comité exécutif provisoire de l'Internationale a simplement fait preuve d'esprit de parti. Il n'a pas su se hausser à la hauteur de la mission que le socialisme, représentant le Droit et la Justice, lui assignait. Il eût fallu pour cela mettre les socialistes allemands en accusation dès le lendemain du 4 août 1914.

Les Nouvelles du 6.VI.17 demandent « à la firme Troelstra-Huysmans et Cie » pourquoi ils ne se réunissent pas plutôt à Louvain qu'à Stockholm.

Auriez-vous moins peur des sous-marins que de tous nos braves? Craignez-vous qu'ils surgissent de leurs tombes sacrées pour vous aggriper au passabé? Avez-vous peur que — se dressant soudain — ils se vengent de l'insulte que vous faites à leur mémoire? Non, n'est-ce pas? Vous n'avez peur de rien; vous avez confiance en l'Allemagne; Eh bien n'allez pas « causer » à Stockholm; allez à Louvain!

Les journaux cités ci-dessus paraissent tous en pays non occupé.

SUISSE

La Gazette de Lausanne:

A bien peser tous les motifs de confiance allégués par l'optimisme allemand, un seul supporte l'examen sans trop

de déchet: la déplorable tournure prise par les événements de Russie. On n'en peut guère juger que par les discours dont le télégraphe nous apporte les résumés. Ils sont affli-

geants avec leur fâcheux écho de marxisme et de tolstoïsme. Nous avons toujours tenu l'auteur de la « Sonate à Kreutzer » pour un sophiste, dangereux entre tous. Son influence posthume sur la Révolution semble bien nous donner raison. Au surplus, les armées russes n'ont pas accompli au cours de cette guerre de si mirifique besogne qu'il y ait lieu de déplorer outre mesure leur défection. Le secours des Etats-Unis compensera, et au-delà, la mollesse et peut-être la trahison moscovites.

Qui sait, du reste, si la Russie révolutionnaire ne finira point par se ressaisir? Quel opprobre pour le nouveau régime s'il manquait à la croisade contre l'absolutisme que les Alliés sont plus résolus que jamais à mener à bonne fin? La Russie régénérée voudra-t-elle qu'on renouvelle à sa honte le mot d'Henri IV à Crillon: « Pends-toi, dernière née des républiques, nous avons terrassé l'autocratie et tu n'y étais pas! »

La Tribune de Lausanne:

La Russie court aujourd'hui de multiples dangers, mais l'un de ceux que l'on remarque le moins, et qui est des plus pressants et des plus graves, réside dans les tendances autonomistes et particularistes qui se font jour. Au moment où la Russie a besoin de toutes ses forces et de tous ses fils unis pour asseoir sur des bases solides sa jeune liberté et pour chasser l'ennemi qui souille le territoire de sa présence, les agents, conscients et inconscients, des Empires centraux, fomentent partout des désordres, poussent les naïfs utopistes aux pires excès et sèment autour d'eux la division. Utilisant les « grands principes » d'exportation, — et le principe des nationalités est l'un d'eux, — les Allemands travaillent pour la paix Hindenburg et tendent de tout leur effort à créer la « plus petite Russie », dont les morceaux seront encore de belles proies... plus tard, lorsque la paix allemande répandra ses bienfaits sur le monde.

La Suisse:

Où les socialistes russes abusent du droit d'être déconcertants, c'est quand ils ont l'air de croire que les camarades d'Allemagne, tout au moins les officiels, les « majoritaires », ceux qui, dit la « Gazette de Cologne », vont à Stockholm « au nom et par ordre de leur gouvernement » marcheront avec eux « pour le triomphe universel de l'idéal démocratique ».

L'impérialisme n'a pas de meilleurs serviteurs que les camarades d'Allemagne. Et ceux-ci sont aussi annexionnistes que notre national Jakob Schaffner, le poète emberliné qui promettait la Franche-Comté, la Savoie et Marseille aux Romands, s'ils voulaient renoncer à lire Carl Spitteler.

Le Genevois:

Ce qu'il faut par dessus tout éviter, c'est de régler la conduite politique de la guerre selon l'évolution de la nouvelle Russie. Il faut se pénétrer au contraire de cette vérité que l'intervention américaine permet aux Alliés de se passer de tout concours russe. Le concours russe demeure souhaitable; il n'est plus indispensable, et même il a cessé d'être nécessaire...

Le Journal de Genève:

Tandis que le gouvernement russe multiplie les assurances de fidélité à ses alliés, il se montre de plus en plus incapable de rétablir l'ordre dans le pays et de rendre à l'armée sa force agissante. Le soulèvement de Cronstadt ne paraît pas encore étouffé. Des marins de la flotte militaire sont venus à Petrograd pour inviter le peuple à ne plus obéir au gouvernement mais au seul comité des ouvriers et soldats qui continue impunément son œuvre d'anarchie.

L'Allemagne et l'Autriche profitent naturellement de ces discordes, la première pour transporter un grand nombre de divisions du front russe sur le front français, la seconde pour entamer ouvertement des négociations de paix. Une délégation d'officiers austro-hongrois, dont deux généraux, a pu traverser les lignes russes et arriver jusqu'à Kitchinef, en Bessarabie, où elle a été arrêtée pour être conduite à Petrograd. On ne doute pas de la réponse qu'elle y recevra. Mais elle aura réussi à frapper l'esprit des masses en leur faisant entrevoir la paix prochaine.

La Gazette de Lausanne:

L'Internationale noire, comme disent les polémistes anticléricals, est morte. Elle est encore plus morte que l'Internationale rouge.

Celle-ci finira peut-être par jeter à Stockholm les bases d'un hypocrite recollement, celle-là restera irréductible. Un des membres les plus autorisés du catholicisme français, Mgr Baudillart, vient d'adresser à la « Croix » une lettre très remarquée où il s'insurge avec feu contre toute tentative de rapprochement des catholiques français et allemands sur le terrain confessionnel.

Alors que M. Ribot a dû rappeler à une minorité, il est vrai, de socialistes français que le gouvernement français aurait seul qualité pour manifester, le moment venu, les conditions de la paix française, Mgr Baudillart attribue spontanément cette mission à ce gouvernement républicain dont ses coréligionnaires n'ont pourtant pas eu toujours à se louer.

On prête aux chefs de Berlin le dessein de se servir de leurs catholiques aussi résolument que de leurs socialistes pour obtenir cette paix blanche dont on a plus besoin que jamais. La manœuvre contre le Vatican serait dirigée d'un point sis en notre pays, Lucerne probablement. Lucerne devrait venir en aide à Stockholm. Les deux « Internationales » à la rescousse!

* * *

La Serbie, 10.VI.17. — La Serbie et la Bulgarie au lendemain de la guerre:

Si nous voulons être une inranchissable digue contre l'invasion germanique dans les Balkans, nous ne pouvons plus souffrir à nos côtés un agent de l'Allemagne toujours prêt à nous tomber dans le dos. Et puisque l'Allemagne ne se gêne pas de déclarer dans ses organes officiels qu'une grande Bulgarie est indispensable pour servir les intérêts et les buts de l'Allemagne en Orient, le devoir de nos alliés serait de faire leur possible pour affranchir toutes les terres serbes et créer une Serbie forte et unie « précisément pour empêcher les Allemands d'envahir les Balkans. C'est en même temps le seul moyen de sauvegarder leurs possessions en Orient ». Pour arriver à ce but, il faut avant tout faire rentrer la Bulgarie dans ses limites ethniques et naturelles qui s'étendent entre le fleuve l'Osma et la mer Noire, entre le Danube et le massif des Balkans. Car ce sont là les seules régions où les Bulgares soient effectivement chez eux. Sur tout le reste du territoire balkanique, leurs éléments sont venus se superposer aux couches antérieures des peuples plus anciens (serbe et grec). La situation des Bulgares y est analogue à celle des anciens Métèques. Leur possession des régions à l'ouest de l'Osma n'est qu'une usurpation provisoire et leur pénétration ne représente qu'une colonisation forcée et artificielle.

Neues Winterthurer Tagblatt, 9.V.17. — Une crise probable en Italie:

On parle d'une crise imminente en Italie. La façon d'agir très indépendante, selon diverses allusions de journaux, du ministre italien des affaires étrangères Sonnino, lors de la proclamation de l'autonomie albanaise sous le protectorat

italien, donne au démocratique «Secolo» l'occasion d'une nouvelle attaque violente contre la «politique de dictature» de Sonnino. Le journal milanais voudrait avant tout avoir une réponse à deux questions, savoir premièrement si la proclamation de l'indépendance de l'Albanie sous le protectorat italien émana d'une décision unanime du cabinet national et, deuxièmement, si elle a trouvé l'approbation préalable des gouvernements de l'Entente. Selon le «Secolo», une démarche diplomatique, qui est une bévue envers les devoirs primitifs de l'alliance, devrait être sévèrement condamnée. Le peuple qui subit les conséquences d'une telle faute, devrait refuser son appui au ministre responsable dont le machiavelisme mesquin, même soutenu par d'honorables intentions, ressemble tout à fait à une imprudence ordinaire, mais dangereuse. Le manque d'une discussion ministérielle préalable et d'une prise de décision serait d'une nature encore plus grave, car cela prouve qu'en Italie un seul homme décide sur certaines affaires internationales et que le cabinet national n'existe que de nom. Le journal insiste pour que des explications détaillées soient données au pays. Il faut que l'on sache si la guerre conduit à la démocratie ou à la dictature secrète de la diplomatie.

Vaterland, 8.VI.17. — La question de l'Alsace-Lorraine à la Chambre française, vue par les Allemands.

Ce journal cite un article de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* qui met en doute les droits que les «revanchards» prétendent avoir sur ces territoires :

L'Alsace-Lorraine, dit-il, fut arrachée à la patrie allemande en pleine paix par un acte de violence de Louis XIV. Lorsque l'Allemagne, après sa glorieuse campagne de 1871, reprit ces pays qui lui avaient appartenu pendant 800 ans et qui, malgré 200 ans de domination française, étaient restés allemands au fond du cœur, elle ne fit qu'accomplir un acte de justice historique et nationale dans le sens le plus élevé.

Après avoir rappelé que Thomas Carlyle avait approuvé en son temps les droits allemands sur ces pays, il dit que le président du Landtag d'Alsace-Lorraine, Dr Riklin, a déclaré, le 2 juin der-

nier, que la guerre n'a rien changé aux sentiments de la grande majorité du peuple qui ne demandait que l'achèvement de son organisation constitutionnelle au sein de l'empire, pour pouvoir continuer ses travaux pacifiques.

Plus loin, le journal montre que l'Alsace n'est pas plus française que le Palatinat et la Hesse arrachés aux incendiaires Melac et Monteclar. Il termine en disant :

... Une alliance agressive de plusieurs grandes puissances contre l'Allemagne avec l'appui de l'Angleterre serait une énormité telle que toutes autres considérations pâliraient devant les responsabilités des chefs d'Etats qui voudraient assurer le morcellement de l'empire. Le nom d'Alsace-Lorraine sera sûrement une pierre d'achoppement dans l'histoire de cette guerre mondiale. Et il faudra dire une fois clairement à MM. Ribot et Poincaré (comme le roi de Bavière l'a dit lui-même à Strasbourg) qu'un pays n'est pas encore romand quand des mains romanes l'ont retenu pendant 200 ans et ont cherché à le romaniser.

Neue Zürcher Zeitung, 5.VI.17. — L'indépendance de l'Albanie :

Si dans cette affaire l'Italie a agi de son propre chef, on ne peut s'empêcher de supposer que c'est parce qu'elle n'a trouvé aucun comparse parmi ses alliés. Par l'érection d'une Albanie indépendante sous sa protection, elle réalise il est vrai un ancien rêve de ses aspirations politiques; elle se crée un point d'appui sur la côte orientale de la mer Adriatique; mais non seulement elle donne un souflet aux aspirations politiques des Grecs (que l'Entente croit ne plus devoir ménager), mais elle se met aussi en contradiction avec ses co-alliés serbes. L'Albanie, en effet, fut constituée pendant la guerre balkanique par l'Autriche-Hongrie pour empêcher la Serbie d'accéder à la mer, et, si cette création n'atteignit pas son but, il ne se trouvera sûrement aucun Serbe pour souhaiter que cet Etat dirigé contre son propre développement libre puisse célébrer à nouveau sa résurrection sous l'impulsion de l'Italie. Il est fort possible que l'antagonisme existant déjà depuis longtemps entre les aspirations serbo-monténégrines et les exigences de l'Italie se transforment alors en un conflit ouvert.

TURQUIE

Lloyd ottoman, 14.V.17. — Wilson et Constantinople :

La presse anglaise est à même de publier certains détails des projets de guerre de M. Wilson. Dans ce programme la question des détroits joue un rôle assez marquant. Dans ses fameuses manifestations, le président a professé le principe du libre développement de toutes les nations. Mais ce principe ne va pas plus loin qu'il ne convient à M. Wilson et à ses alliés. Tandis que la question d'Alsace-Lorraine et celle de la colonie du Sud-ouest Africain constituent pour lui des affaires purement européennes desquelles il n'aurait pas à se mêler, la question des Dardanelles lui paraît être une affaire internationale à la solution de laquelle il ne saurait rester étranger. Cette réclamation de l'Alsace-Lorraine par la France et les prétentions de l'Angleterre aux possessions allemandes du Sud-Ouest Africain ne s'accordent point du tout avec les théories antérieures du président sur la

paix sans conquêtes. Ce sont donc des questions européennes qui ne le touchent pas. A bien prendre les choses il en est de même de la question des Dardanelles, mais M. Wilson a les meilleures raisons de se montrer en ce moment fidèle ami et allié de la Russie, prêt à réaliser tous les desiderata russes.

Le journal expose alors que si le gouvernement provisoire ne veut pas de Constantinople, Milioukoff et ses amis préfèrent laisser les détroits aux Turcs que de les voir internationaliser ce qui obligerait les Russes à renforcer leur flotte de la Mer Noire et les défenses des côtes méridionales. Wilson s'est donc encore une fois trompé. Du reste la Turquie qui a, semble-t-il, voix au chapitre lui facilitera la solution de la question.

Internationale Rundschau

Revue Internationale

N° 7 - 1917

SOMMAIRE: Stockholm et la paix des peuples; Frédéric Adler et son acte; La paix séparée de la Russie.

Prix: 80 cent.

En vente dans les librairies et chez les éditeurs, ORELL-FUSSLI, ZURICH, Bärengasse, 6.

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

3 POINTS

sont à considérer lors de la remise d'une annonce devant atteindre son but:

- 1^o Rédaction de l'annonce
- 2^o Composition efficace
- 3^o Choix des journaux qualifiés

Adressez-vous de confiance à
la plus ancienne agence suisse

Orell Füssli-Publicité Genève

1 Rue du Commerce, . . . Angle Rue du Rhône

Pour simplifier votre commande, demandez nos imprimés qui vous seront remis gratuitement.

AU RUBIS

Maroquinerie fine

Bijouterie

Fantaisie

GALLÉ DE NANCY

90, RUE DU RHONE, 90

GENÈVE

„Das Neue Europa“

„La Nouvelle Europe“

est le titre d'une Revue internationale des plus modernes (Zurich, Schweizer Druck- und Verlagshaus), que chacun devrait acheter et lire.

Prix de l'abonnement:
Fr. 5.— par an seulement

En vente
dans toutes les librairies

Revue Diplomatique et Consulaire

ZURICH, Mühlebachstrasse, 166

Spécimen gratuit. - Abonnement par an : 10 francs.

USINE GENEVOISE
DE
DÉGROSSISSAGE D'OR
GENÈVE

CHAUX-DE-FONDS - BIENNE - LYON - MARSEILLE

Vente, Achat et Affinage de Métaux précieux

Or, Argent, Platine, Nickel, Aluminium, Cuivre, Chryso, Laiton, etc.

Dégrossissages en tous genres
pour l'Industrie horlogère, bijoutière, etc.

Poudre d'Argent fin pour Doreurs — Frappe de Médailles
Jetons, Insignes, etc.

ESSAI ET ACHAT
de Lingots,
de Monnaies d'Or et d'Argent, etc.

TRAITEMENT ET ACHAT
DE CENDRES
DÉCHETS ET RÉSIDUS INDUSTRIELS, ETC.

GRAND PRIX, EXPOSITION NATIONALE SUISSE
A BERNE 1914

PRIX DE LA RIVE 1881 et 1911 — DIPLOME EXPOSITION ZURICH 1883

MÉDAILLE D'ARGENT, PARIS 1889 — MÉDAILLE D'OR, GENÈVE 1896